

Dynamiser la coopération
culturelle dans
l'espace rhénan

Avis



Avis

.....

Dynamiser
la coopération
culturelle dans
l'espace rhénan

2 octobre 2012

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu les articles L. 4111-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, relatifs à l'organisation de la Région,

Vu les articles L. 4241-1 et L. 4241-2 du code général des collectivités territoriales, relatifs aux compétences du Conseil économique, social environnemental régional,

Vu la décision d'auto-saisine du Bureau du CESER-Alsace du 20 juin 2011,

Vu le projet d'avis transmis par la commission « Territoires et Coopérations » du CÉSER-Alsace du 26 septembre 2012,

Vu la décision du bureau du CÉSER-Alsace en date du 2 octobre 2012,

Anne SANDER, rapporteur, entendue en séance plénière,

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Alsace a voté le présent avis par :

60 pour

9 contre

0 abstention

Sommaire

Introduction	7
I. Soutenir et accompagner les acteurs culturels pour dynamiser la création de projets communs	8
1. Favoriser la connaissance réciproque des acteurs culturels	8
1.1. Désigner des médiateurs culturels pour faciliter la mise en place des projets	9
1.2. Proposer aux acteurs culturels des cadres permanents de rencontre	9
2. Faciliter le financement des projets transfrontaliers	10
2.1. Soutenir les structures qui veulent mener des projets culturels transfrontaliers	11
2.2. Mobiliser un fonds tri-national pour financer les projets culturels transfrontaliers	12
3. Faire de nos différences socioculturelles une richesse	13
3.1. Satisfaire les goûts de chacun tout en élargissant leur regard	13
3.2. Rapprocher la culture et l'économie dans une logique de développement local	14
4. Réformer la gouvernance dédiée aux questions culturelles transfrontalières	14
4.1. Optimiser le fonctionnement du Forum culture	15
4.2. Assigner des objectifs précis à la coopération culturelle transfrontalière	16
II. Mieux répondre aux attentes des publics des trois pays pour stimuler leur intérêt	16
1. Agir auprès des publics dès le plus jeune âge	17
1.1. Gommer la barrière de la langue en promouvant le bilinguisme	17
1.2. Favoriser les échanges et rencontres interculturels dès l'enfance	18
2. Faciliter l'accessibilité des lieux et des évènements culturels	19
2.1. Organiser l'accès en transports en commun	19
2.2. Rapprocher les acteurs et les œuvres culturels des publics	20
3. Mieux faire connaître l'offre culturelle transfrontalière	20
3.1. Mieux communiquer sur les actualités culturelles transfrontalières	21
3.2. Créer une vitrine de la coopération culturelle via un grand évènement	22
Conclusion	23
Version allemande	25
Remerciements	50
Contacts	52

Introduction

Avec ses 21 518 km², ses 6 millions d'habitants, dont 2,8 millions d'actifs, et un PIB d'environ 202 milliards d'euros, le Rhin supérieur dispose de nombreux atouts et constitue une zone économique dynamique. Il apparaît comme un espace doté de traditions linguistiques, historiques et culturelles proches. L'importance des flux de travailleurs frontaliers et des échanges quotidiens entre ses habitants en ont fait un territoire de coopération.

Mais force est de constater que la coopération transfrontalière ne va pas pour autant de soi, notamment dans le domaine culturel. Les textes fondateurs des structures de coopération transfrontalière existantes¹ ne s'intéressent eux-mêmes qu'assez peu aux échanges culturels, considérant plutôt la culture comme un préalable au montage de projets dans d'autres secteurs comme le développement économique, les transports, l'aménagement du territoire...

Et si des partenariats ont effectivement vu le jour de part et d'autre du Rhin, les dynamiques concurrentielles sont vivaces dans de nombreux domaines, économiques (aéroports, implantations d'entreprises, zones commerciales...) mais aussi culturels (musées, opéras, concerts, danse, cirque...).

En réalité, l'espace rhénan se place désormais un peu en retrait par rapport à d'autres territoires qui ont su mettre l'ambition et les moyens pour monter des projets attractifs et innovants sous l'impulsion de l'Union européenne. Une des meilleures illustrations réside certainement dans l'échec de Strasbourg à être désignée capitale européenne de la culture, alors même que miser sur la carte transfrontalière aurait peut-être permis de créer un projet plus ambitieux et susceptible de se démarquer des autres candidatures.

Néanmoins des questionnements subsistent sur la pertinence et les objectifs de la coopération transfrontalière en matière culturelle. Émane-t-elle d'une volonté idéaliste ou reflète-t-elle un réel potentiel d'échanges jusqu'ici limité du fait des différences nationales ? Souhaite-t-on par là diminuer les coûts, renforcer la qualité de l'offre culturelle proposée en mutualisant les ressources et capitalisant sur la diversité des traditions nationales, attirer davantage de publics, rapprocher les peuples et valoriser la culture rhénane, promouvoir notre espace de vie commun et renforcer son attractivité au niveau international... ?

Les réponses varient selon qu'on se place du point de vue des donneurs d'ordre, des opérateurs culturels ou des publics. Elles ne sont d'ailleurs pas identiques dans les trois pays, y compris chez les acteurs de même niveau, expliquant ainsi l'existence d'intérêts plus ou moins marqués pour le montage de projets transfrontaliers.

Ces constats interpellent les représentants socioprofessionnels réunis au sein du CESER-Alsace, d'autant que la création de nouvelles structures, tels les Eurodistricts et la Région métropolitaine tri-nationale du Rhin Supérieur, ne semble pas à même d'inverser durablement la tendance, dans un contexte de raréfaction des deniers publics et de recul de la connaissance de la langue du voisin.

Le CESER-Alsace a axé, dans un premier temps, sa réflexion sur le soutien aux acteurs culturels en vue de faciliter le montage de projets transfrontaliers. Dans un second temps, il s'est interrogé sur les actions à mener pour satisfaire les attentes des publics français, allemands et suisses et, d'une manière plus générale, les mobiliser pour faire vivre la culture dans l'espace rhénan.

¹ Par exemple, la stratégie métropolitaine du Rhin supérieur indique que « L'héritage commun historique, culturel et linguistique représente le terreau qui permettra à cette identité commune de revivre. La culture est en effet un des moteurs essentiels de la coopération et plus particulièrement de la coopération transfrontalière ».

I. Soutenir et accompagner les acteurs culturels pour dynamiser la création de projets communs

Selon l'UNESCO, « *la culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances* ».

Ainsi tout exercice de coopération est-il marqué par les différences culturelles nationales au sens large, et notamment, pour ce qui concerne les relations entre des opérateurs très différents de par leur nature, leurs moyens financiers, leur capacité d'action, leur gouvernance...

Hérités des traditions historico-politico-administratives qui ont forgé chacun des trois pays², les systèmes culturels français, allemands et suisses sont donc assez distincts :

- une omniprésence des pouvoirs publics en France, avec une forte implication, notamment financière, de l'Etat et une difficulté à mobiliser les investisseurs privés;
- des initiatives locales émanant largement de petites entités (associatives, confessionnelles...) pratiquant l'autogestion et très peu fédérées en Allemagne ainsi qu'un investissement important des entreprises (Burda, Würth y compris au siège français d'Erstein,...) ;
- un système assez équilibré en Suisse grâce au financement des cantons et de l'Etat fédéral (Fondation pro-Helvetia), ainsi qu'un mécénat très développé (Fondation Beyeler...) qui permet aux structures culturelles de fonctionner en grande autonomie...

Pour les opérateurs culturels, l'objectif de monter des projets transfrontaliers est de divers ordres :

- artistique par la possibilité d'enrichir leurs propres productions ;
- financier grâce à une potentielle baisse des coûts due à la mutualisation de matériels, d'achats et de charges mais aussi à l'accueil de publics étrangers supplémentaires (hausse du nombre de visiteurs, auditeurs, clients...) ;
- politique pour répondre aux incitations institutionnelles aux niveaux européen, national et local.

² Les deux systèmes les plus éloignés se trouvent, en Allemagne, où les acteurs culturels sont locaux (Landkreisen, Musik- und Kultur-Vereine, Eglises...), très ancrés territorialement et relativement indépendants, et en France, où la politique culturelle reste très centralisée, largement financée par l'Etat (via la DRAC) qui contractualise avec les collectivités territoriales et donc dépendant plus largement des choix politiques nationaux (« Etat-Nation »). Quant à la conception suisse, elle se trouve à mi-chemin entre l'allemande et la française, avec notamment à Bâle des institutions de portée mondiale, des cultures locales vivaces et un système politique fondé sur trois cultures réunies de manière volontaire dans un cadre souple confédéral (« communauté de destin »).

1. Favoriser la connaissance réciproque des acteurs culturels

Du fait des différences inhérentes aux trois systèmes politiques et administratifs et de la méconnaissance réciproque des goûts en matière artistique et culturelle, il est souvent malaisé pour un opérateur culturel d'identifier le bon interlocuteur de l'autre côté de la frontière pour monter un projet commun. Les divers acteurs, financeurs et donneurs d'ordres rencontrent également des difficultés à se comprendre par delà la seule question de la langue.

Pour le CESER-Alsace, cette action de (re)connaissance doit être menée à deux niveaux pour être efficace :

- entre acteurs culturels français, allemands et suisses ;
- entre responsables politiques, administratifs et acteurs culturels, de façon plus générale.

En effet, les acteurs culturels et les instances politiques et administratives ignorent souvent les spécificités du fonctionnement administratif du pays voisin, notamment dans le domaine culturel.

1.1. Désigner des médiateurs culturels pour faciliter la mise en place des projets

D'une manière générale, la coopération implique que la volonté d'échanger ou de faire ensemble soit partagée et que l'investissement soit commun, ce qui n'est pas toujours le cas au vu des partenaires très différents dans les trois pays et des intérêts économiques et sociaux parfois divergents voire concurrents. Ainsi, un certain nombre d'acteurs culturels alsaciens regrettent la difficulté à trouver des partenaires allemands ou suisses pour monter des projets.

En fait, dans la majorité des cas, la coopération culturelle avec les voisins est une question de personnes, de rencontres... Elle est souvent plus efficace quand elle se joue dans la proximité en réponse à des besoins du terrain plutôt que mue par une volonté politique imposée « d'en haut ».

Une fois le(s) partenaire(s) trouvé(s) reste à monter concrètement le projet. Si c'est toujours un exercice complexe pour les artistes, cela peut vite devenir un parcours du combattant quand il s'agit de conduire des démarches auprès de trois administrations issues de cultures nationales différentes.

- Aussi le CESER-Alsace préconise-t-il de désigner, au sein des administrations compétentes de chaque pays, des correspondants médiateurs pour accompagner les porteurs de projets. Au niveau alsacien, il est nécessaire que ce médiateur agisse à la fois pour le compte des collectivités territoriales et de l'Etat (DRAC). Dotés d'une formation commune et fonctionnant en réseau, ces médiateurs seront les interlocuteurs privilégiés pour toute question interculturelle et aideront concrètement à la mise en œuvre des projets en facilitant les démarches administratives au sens large. Ils contribueront également à mettre en lien les artistes par leur connaissance respective du microcosme culturel local.
- A terme, il pourrait être utile de développer une expertise en montage de projets transfrontaliers, qui coordonne le réseau des médiateurs dans le cadre d'une instance technique transfrontalière.

1.2. Proposer aux acteurs culturels des cadres permanents de rencontre

La période de maturation nécessaire à un projet culturel transfrontalier d'envergure et de qualité est généralement estimée à 3 ans ; ce qui constitue une contrainte supplémentaire non négligeable.

- Le CESER-Alsace est convaincu de la nécessité de développer des réseaux d'échanges et de communication pérennes pour mener des actions transfrontalières réussies en matière culturelle. En effet, il est peu satisfaisant de se limiter à des petits projets au coup par coup, même s'ils sont les bienvenus notamment dans les zones directement frontalières.

Pour les opérateurs culturels, il est évident que la pertinence du projet artistique et l'intérêt des publics priment sur toute autre considération, par delà les injonctions politiques valorisant la coopération comme un objectif en soi.

- Le CESER-Alsace attire l'attention sur l'importance de se baser sur des projets artistiquement pertinents et de ne pas chercher à imposer d'en haut une coopération artificielle qui ne répondrait pas aux attentes des publics. En effet, l'objectif des opérateurs culturels est avant tout de satisfaire les habitués, tout en attirant de nouveaux publics, grâce à de nouvelles initiatives. Les périodes de formation constituent par essence des moments de rencontres qui stimulent les échanges et peuvent faire émerger des initiatives innovantes. En dépit d'une offre importante de formations universitaires dans les domaines scientifiques, littéraires et juridiques, il n'existe pas à Strasbourg de cursus franco-allemand dans le domaine culturel.
- Le CESER-Alsace suggère de créer un master tri-national de gestion des projets et politiques culturels. Créé en partenariat avec les universités membres du réseau EUCOR, il permettrait de passer des modules en France, en Allemagne et si possible en Suisse. Le programme INTERREG V qui débutera en 2014 est susceptible de cofinancer la mise en place de cette formation. A minima et dans l'attente, des options pourraient être proposées, dans le cadre de masters existants, en formation initiale mais aussi en formation continue, pour les salariés du secteur.
- Des modules plus souples de formation professionnelle permettraient également de répondre de façon plus réactive à des problématiques ciblées et concrètes se posant dans le cadre du montage des projets. Cette mission pourrait être confiée à l'Euroinstitut basé à Kehl.

Au titre des freins à la mobilité des artistes, comme de l'art et des spectacles, peuvent être citées : les différences de régime de cachets entre les différents pays, l'absence de statut équivalent au régime français des intermittents du spectacle, la pratique de location des salles privées en Allemagne...

- Pour le CESER-Alsace, il est nécessaire de favoriser tout moyen qui permettrait à tout acteur intéressé par un projet transfrontalier de trouver rapidement un (des) partenaire(s) dans le(s) pays voisin(s) :
 - Résidences temporaires d'artistes
 - Promotion des partenariats avec des structures jumelles de l'autre côté du Rhin, coréalisations...

2. Faciliter le financement des projets transfrontaliers

La raréfaction des deniers publics pèse sur le financement des projets culturels, les pouvoirs publics ayant alors tendance à se retrancher sur leur cœur de compétences. De plus, la culture est un domaine où les financements croisés sont très répandus et entraînent de fait une multiplication des procédures administratives pour financer les projets.

Cette problématique est plus aigüe en France, dans la mesure où contrairement à l'Allemagne ou la Suisse, le financement privé de la culture reste marginal.

L'action culturelle locale rencontrant déjà des difficultés financières, autant dire que les projets transfrontaliers, qui impliquent un surcoût et des montages administratifs parfois complexes, ne sont en général pas prioritaires.

Il est intéressant de relever que les demandes de financement formulées auprès du Conseil régional d'Alsace concernent en majorité d'autres pays³ que l'Allemagne et la Suisse.

C'est d'autant plus dommage que dans le domaine culturel peut-être plus encore qu'ailleurs, la coopération la plus réussie est celle qui émane du terrain, de la volonté de vivre ensemble, de se rapprocher, de mieux se connaître...et de fait aussi de structures petites et associatives.

2.1. *Soutenir les structures qui veulent mener des projets culturels transfrontaliers*

Pour de nombreux acteurs culturels, si la différence de langue peut présenter une difficulté, ils l'estiment surmontable, d'autant que de nombreuses disciplines artistiques (musiques, arts plastiques, danses, cirque...) s'expriment sans mot.

En Alsace, plusieurs structures culturelles⁴ pratiquent le sur-titrage de spectacles en allemand mais cela est très coûteux. L'Agence Culturelle d'Alsace (ACA) met utilement du matériel de sur-titrage à disposition mais il reste trop peu utilisé.

A cela, s'ajoute le coût des traductions de tous les supports de communication (programmes, brochures, site internet...) au moins en partie en allemand, voire en anglais.

- Constatant les déficits en matière d'aides à la création de spectacles trilingues, le CESER-Alsace propose que, via l'ACA, les collectivités prennent en charge au moins une partie des coûts de traduction des documents de communication, des spectacles et des œuvres visuelles. Il encourage également l'organisation de tournées transfrontalières et rend attentif au fait que de nombreuses associations souhaiteraient mener ce type de projets mais nécessitent d'être accompagnées, notamment financièrement. En effet, il existe déjà un forum associatif franco-allemand dont 50% des activités concernent la culture.
- Par delà les aides financières, il est utile voire complémentaire de favoriser toutes les aides indirectes au montage de projets transfrontaliers : échanges de matériels, prêts, coproductions...Il serait par ailleurs utile de mieux communiquer sur les possibilités de prêt de matériel de sur-titrage, lequel nécessite d'importants moyens techniques, contrairement à la traduction et à l'interprétation classiques.

Mais comment monter un spectacle ou une exposition sans langue de travail commune ?

³ Pologne, Chine, Russie, Canada...

⁴ comme le TNS, les Dominicains, le Maillon, l'Opéra du Rhin...

- Le CESER-Alsace estime donc que la Région, dans le cadre de ses actions de formation professionnelle dédiées aux acteurs de la filière culturelle, gagnerait à proposer des enseignements d'allemand ciblés sur le vocabulaire professionnel des arts et spectacles. Dans ce cadre, il est nécessaire de se rapprocher des partenaires allemands et suisses afin qu'ils proposent le même type de formation en français.

2.2. Mobiliser un fonds tri-national pour financer les projets culturels transfrontaliers

La majorité des financements culturels identifiés en Alsace, en Rhénanie-Palatinat, au Bade-Wurtemberg et en Suisse sont destinés à promouvoir des projets de promotion de la culture locale. Mais il en existe néanmoins quelques-uns à dimension transfrontalière, par exemple :

- La Conférence du Rhin Supérieur dispose d'un fonds commun de coopération qui peut être alloué à des projets qui sont recommandés et suivis par les groupes de travail et d'experts de la Conférence (maximum 30 000 euros/projet). Des projets strictement culturels comme l'échange théâtral dans le Rhin supérieur peuvent être financés dans le cadre du Forum culture de la Conférence ;
- Pour le volet franco-allemand, des financements peuvent être sollicités auprès de la Fondation d'Entente Franco-Allemande (FEFA) ;
- La fondation suisse pour la culture Pro Helvetia prépare un projet de festival « Dreiecksland » autour de deux axes : design et musique. Un appel à projets permettra de financer vingt initiatives ;
- L'Eurodistrict PAMINA possède un fonds de micros-projets pour soutenir principalement les initiatives citoyennes.

Par ailleurs, les outils financiers généralistes de la coopération comme les programmes européens INTERREG (Rhin supérieur et PAMINA) sont en général très contraignants et peu adaptés au domaine culturel, en particulier du fait qu'ils concernent des projets de plus de 40 000 euros.

Ainsi, si les programmes INTERREG ont joué un rôle de levier considérable (comme les fonds structurels de manière plus générale,) force est de constater qu'ils restent peu mobilisables par les acteurs culturels, exceptées les grandes structures en principe déjà financièrement solides.

- Le CESER-Alsace est favorable à la création d'un fonds commun qui regroupe tous les financements dans les trois pays.
- Les différences juridiques et fiscales ne sont évidemment pas sans poser problème dans les échanges culturels entre la France, l'Allemagne et la Suisse : déductions fiscales, TVA, charges sociales, assurances, droit du travail, régime allemand très avantageux de Stiftung... Aussi le CESER-Alsace estime qu'il serait opportun qu'en Europe, une réflexion soit initiée sur ce point. Elle pourrait être lancée à l'initiative des députés européens du Rhin supérieur.

3. Faire de nos différences socioculturelles une richesse

La coopération culturelle dans le Rhin supérieur interroge les goûts et les questions de validité artistique dans les trois pays.

En Allemagne, les activités culturelles sont davantage axées sur la promotion des traditions et de l'histoire locale et possèdent de fait une dimension éminemment populaire.

Cette vision se place donc à l'opposée d'une conception française historiquement élitiste de la culture, tendance qui imprègne encore largement les politiques culturelles françaises en dépit des campagnes de démocratisation menées depuis les années 1980. De fait, le fonctionnement des grandes institutions culturelles françaises ne connaît pas d'équivalent chez nos voisins ultra-rhénans.

Néanmoins, la situation est un plus contrastée en Alsace, avec une nette différence entre villes et villages où les traditions germaniques restent très présentes.

Quant aux Suisses, ils promeuvent à la fois leurs identités locales tout en souhaitant consolider l'appartenance à la confédération helvétique (communauté de destin). En outre, en particulier à Bâle, le Rhin Supérieur ne constitue pas un enjeu pour des institutions culturelles de renommée internationale ; une situation pointée par les acteurs, notamment dans le Haut-Rhin.

Ces différences peuvent être vues de manière positive, comme une source de richesses et de complémentarités à développer pour sortir des logiques concurrentielles présentes dans de nombreux autres secteurs, à l'image des démarches de jumelages de communes pratiquées depuis l'après-guerre.

Si les goûts culturels semblent effectivement différents, il convient de se demander quelle part des choix artistiques faits de l'autre côté du Rhin sont imputables au système de commercialisation de la culture. Si la survie de la structure artistique est plus dépendante du public, il est à gager que les artistes prendront moins de risques dans la création. Par ailleurs, les différences fondamentales de structuration conditionnent certainement le niveau de professionnalisme au sein des structures culturelles.

3.1. Satisfaire les goûts de chacun tout en élargissant leur regard

L'Alsace fait figure de territoire ouvert sur le monde et les influences extérieures, notamment en proposant un syncrétisme de cultures française et allemande, influencées encore par les immigrations européennes puis extra-européennes.

Sur le court terme, attirer des publics étrangers demande des efforts d'adaptation des pratiques et des habitudes, en particulier dans la manière de concevoir les spectacles, expositions, concerts... Dans ce domaine, il semblerait que nos voisins savent souvent mieux adapter leur offre aux attentes de publics issus de diverses nationalités.

- Du fait des influences françaises et germaniques qui ont jalonné leur histoire, les Alsaciens se trouvent certainement à la croisée des deux conceptions culturelles. Le CESER-Alsace estime nécessaire de poursuivre les efforts visant à adapter les projets culturels afin d'intéresser davantage les publics allemands et suisses. Les questions des horaires (privilégier le début de soirée ou les week-ends) ainsi que du cadre général de l'évènement (pot de l'amitié...) apparaissent particulièrement prégnantes.

Aussi est-il recommandé, dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation de structures culturelles, de prévoir des espaces de convivialité afin de faire vivre ces lieux avant et après les représentations, visites... et d'ainsi

contribuer à la connaissance des publics, en particulier pour les évènements interculturels.

Sur le plus long-terme, le CESER-Alsace rappelle la nécessité de préparer les esprits et d'ouvrir les mentalités pour maximiser l'impact des actions transfrontalières culturelles, et ce, depuis l'enfance.

- Des actions de sensibilisation et de formation aux spécificités culturelles allemandes et suisses ainsi qu'aux habitudes sociales de nos voisins permettront de mieux se comprendre et de concevoir une offre culturelle répondant aux besoins du plus grand nombre. Ces actions doivent concerner à la fois les acteurs culturels dans le cadre de leur formation professionnelle initiale et continue, mais aussi d'une manière plus large les citoyens du Rhin Supérieur depuis leur plus jeune âge.

3.2. Rapprocher la culture et l'économie dans une logique de développement local

Une différence notable dans l'approche de la culture reste qu'il est toujours difficilement concevable en France de mélanger culture et économie alors même que chez nos voisins, la culture est un bien de consommation comme un autre, permettant ainsi aux démarches culturelles et commerciales d'aller de pair. Ceci peut freiner la conception de projets communs entre opérateurs culturels français, allemands et suisses.

- Le CESER-Alsace propose de démystifier cette question en lançant une étude régionale et transfrontalière sur les retombées économiques de la culture (spectacle vivant, patrimoine...).
- La culture mériterait aussi certainement d'être reconnue comme ayant une dimension économique à part entière dans les politiques publiques, notamment au niveau de la Région et des Départements.

4. Réformer la gouvernance dédiée aux questions culturelles transfrontalières

Suite aux drames du siècle dernier, plusieurs structures ont été créées pour offrir un cadre institutionnel à la coopération franco-allemande dans un premier temps, élargie à la Suisse dans un second temps. Mais ces structures de concertation restent principalement à vocation généraliste et ne sont dotées, ni d'un budget propre, ni d'une capacité d'action pour mener des projets sur le terrain.

Peuvent être cités : la Conférence du Rhin supérieur⁵ (en particulier, le Forum culture) et les Congrès tripartites⁶, le Conseil Rhénan⁷, la Regio Trirhena⁸, puis plus récemment les

⁵ Le Pass Musées, l'échange théâtral, le manuel scolaire transfrontalier, TRISCHOLA, (échange d'élèves et d'enseignants), le projet fonds jeunesse, le Certificat Euregio (stage à l'étranger pour apprentis), la brochure statistiques du Rhin Supérieur, le cadre d'orientation pour l'aménagement de l'espace du Rhin supérieur, le portail internet pour la qualité de l'air, le système d'information géographique du Rhin Supérieur, la coopération sanitaire transfrontalière, l'entraide en cas de catastrophe SEISMO 2012 et le bateau pompe franco-allemand ne sont que quelques-uns des fruits des coopérations développées dans le cadre de la **Conférence du Rhin Supérieur** créée en 1975 pour constituer le cadre privilégié de la coopération transfrontalière. Son objectif : proposer des solutions à même de faciliter la vie des habitants du Rhin supérieur dans les domaines des transports, de la santé, de l'éducation, de la culture, du sport, de l'environnement et de la protection du climat, de la jeunesse, de l'économie...

⁶ Les **Congrès Tripartites** ont pour objectif d'approfondir un thème général en assurant une large participation des citoyens, des représentants du monde économique, de l'administration, des organismes consulaires et des médias. Depuis 1988, ils ont

Eurodistricts⁹, la Région métropolitaine tri-nationale du Rhin Supérieur¹⁰... avec toute la difficulté pour les acteurs culturels d'appréhender leur rôle respectif et de s'en servir.

4.1. Optimiser le fonctionnement du Forum culture de la Conférence du Rhin supérieur

Il n'existe pas de structure spécifique de coopération culturelle dans une perspective transfrontalière, hormis le Forum culture. Il s'agit d'une commission issue de la Conférence du Rhin Supérieur, dont l'absence de budget, excepté sur quelques projets précis comme le Pass'musées et le système de présidence par troïka, limitent considérablement les possibilités de soutien, concret et sur le long terme, aux acteurs culturels souhaitant initier des partenariats pérennes.

Par ailleurs, l'introduction récente de la Région Métropolitaine Tri-nationale, instance de gouvernance supérieure, censée coordonner l'action des différentes structures existantes, n'apporte pas de réponse concernant la coopération dans le domaine de la culture.

Il est, par ailleurs, intéressant de considérer que les acteurs interrogés ne croient pas en la pertinence de créer une structure politique supplémentaire. Elle risquerait effectivement de compliquer encore davantage la rencontre entre les acteurs sur le terrain, là où justement la majorité des idées et projets artistiques émergent. Pour beaucoup en effet, la coopération culturelle reste avant tout une histoire de personnes et d'occasions à saisir.

- Face à la multiplication des cadres de coopération, le CESER-Alsace n'estime pas nécessaire de créer une nouvelle structure, mais plutôt d'optimiser le fonctionnement de l'existant, en particulier le Forum Culture de la Conférence du Rhin Supérieur.

lieu à peu près tous les deux ans. Leur organisation est assurée à tour de rôle par l'un des trois pays du Rhin supérieur. Les partenaires issus des trois pays composant la Conférence du Rhin Supérieur participent aux Congrès. Les Congrès Tripartites agissent comme un organe d'impulsion pour la Conférence du Rhin Supérieur, de sorte que les groupes de travail et les groupes d'experts intègrent ces résultats dans leurs réflexions.

⁷ Le **Conseil Rhénan** a été créé à Baden-Baden en 1997 par voie de convention. Il a tenu sa séance constitutive au Parlement Européen, à Strasbourg, le 23 avril 1998. 71 élus issus de l'Alsace, du pays de Bade, du Sud-Palatinat et du Nord-Ouest de la Suisse sont membres de ce « parlement trinational ». Le Conseil Rhénan s'est fixé comme objectif premier de renforcer l'échange d'informations et le dialogue entre les élus sur les thématiques qui concernent le Rhin supérieur. Les différentes propositions, qui sont exprimées dans des résolutions, sont adressées aux gouvernements nationaux, assemblées régionales et autres destinataires concernés par le sujet abordé. Il constitue ainsi un centre d'impulsion de la coopération trinationale du Rhin supérieur.

⁸ **RegioTriRhena** est une plate-forme trinationale de coopération politique dans la région du sud du Rhin Supérieur dont le périmètre englobe les agglomérations de Colmar, Fribourg-en-Brigau, Mulhouse, Lörrach et Bâle. Il regroupe des villes, des groupements de communes et autres collectivités territoriales, mais aussi des organismes économiques, des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des associations. Le conseil RegioTriRhena a été créé en 1995 à l'initiative des trois associations Regio Basiliensis, Regio Haut-Rhin et RegioGesellschaft Schwarzwald-Oberrhein et constitué en association de droit allemand en 2003.

⁹ Les **Eurodistricts** sont au nombre de quatre : Regio Pamina, Strasbourg-Ortenau, Eurodistrict Trinational de Bâle, Fribourg/Centre-Sud Alsace.

¹⁰ En janvier 2008, à l'occasion du 11ème Congrès tripartite, les principaux responsables politiques, économiques, universitaires et scientifiques du Rhin Supérieur ont signé une Déclaration commune appelant à la constitution d'une **Région Métropolitaine Tri-nationale**, fondée sur des synergies et des partenariats renforcés. Cette déclaration a conduit deux ans plus tard à la création de la Région Métropolitaine Tri-nationale du Rhin Supérieur. Les représentants du monde de la politique, de l'économie, de la science et de la société civile ont signé la déclaration de création de la RMT lors d'une cérémonie le 9 décembre 2010 à Offenbourg. De plus, l'État fédéral allemand, la Confédération Suisse et l'État français ont apporté leur soutien à la RMT en signant la Déclaration d'Offenbourg. S'appuyant sur la dynamique engagée par le 11e Congrès tripartite, ces représentants ont élaboré une stratégie de développement. Elle constitue une « feuille de route » pour atteindre les objectifs communs de la Région métropolitaine.

- Il pourrait être pertinent de revoir le système de présidence par troïka sur trois ans, lequel est estimé trop court par certains acteurs pour mener des coopérations pérennes.

4.2. Assigner des objectifs précis à la coopération culturelle transfrontalière

Force est de constater le flou qui règne dans l'esprit des porteurs de projets culturels, lesquels sont souvent des structures issues du terrain concernant l'agenda politique en matière de politique culturelle transfrontalière.

L'absence de budgets, de critères précis à remplir pour en bénéficier et d'objectifs auxquels ils doivent répondre, obère le développement d'une véritable politique pérenne permettant d'exercer un effet de levier pour multiplier les initiatives.

- Pour le CESER-Alsace, il est nécessaire d'arrêter un programme au niveau politique, une feuille de route rédigée de concert par les autorités. En effet, sans engagement politique aucune avancée notable et durable ne sera possible. Diffusé à l'ensemble des acteurs culturels, il servirait de cadre au soutien public et permettra si possible, de mobiliser des financements privés complémentaires.
- Complété par des critères précis de financement des projets culturels à vocation transfrontalière, cet affichage permettra aux opérateurs culturels de connaître les possibilités de financements existants et, par ricochet, de mieux dépenser l'argent programmé.
- Si le Rhin supérieur constitue un lieu d'expérimentation que tous peuvent investir, cette ouverture implique d'assurer un véritable suivi des projets afin de mieux en comprendre les succès et les échecs. Par ailleurs, une étude complète sur les publics consommateurs permettrait de tracer de nouvelles perspectives de coopérations culturelles.

II. Mieux répondre aux attentes des publics des trois pays pour stimuler leur intérêt

L'existence de soutiens à la coopération transfrontalière et aux acteurs culturels ne saurait, à elle seule, résoudre la question de la construction d'une culture euro-régionale. Le problème du bilinguisme représente d'ailleurs à ce titre un objet de représentation, justifiant toutes les difficultés et les échecs, bien qu'il n'apparaisse pas comme aussi évident aux acteurs culturels accueillant les publics que la langue constitue un véritable frein.

Pour les publics « consommateurs », l'intérêt de la coopération transfrontalière dépend certes de sa nature mais réside surtout dans la possibilité qui leur est donnée de mieux connaître la culture de leur(s) voisin(s) et de profiter de ce fait d'une offre culturelle enrichie et renouvelée, plus développée ou plus intéressante du fait de la mutualisation des ressources, de la confrontation artistique ou du partage des charges et coûts.

En fait, la coopération culturelle doit servir à la fois à élargir l'offre culturelle disponible dans le bassin rhénan, dans une logique de complémentarité plus que de concurrence, mais aussi à monter des projets originaux en commun qui permettrait de rapprocher les populations.

Afin d'éveiller auprès du plus large nombre cette « fibre rhénane » qui rendrait alors la coopération totalement naturelle, il nous faut distinguer les actions généralistes qui prennent leurs racines dès l'enfance et permettent d'ouvrir les esprits aux autres cultures, notamment par l'enseignement des langues étrangères, la communication et les échanges interculturels, de celles qui concernent directement les projets culturels qu'il s'agit de rendre accessibles à des publics francophones, d'une part, et germanophones, d'autre part.

1. Agir auprès des publics dès le plus jeune âge

Ouvrir les esprits à l'Autre, à la différence et préparer un terreau propice aux échanges interculturels est une démarche de longue haleine et qui doit être initiée au plus tôt, afin de la rendre la plus naturelle possible. Cette action dépasse le simple apprentissage des langues étrangères - l'Allemand en l'espèce - pour s'étendre à des connaissances plus larges des habitudes culturelles et sociales des peuples voisins et aboutir à une volonté et une capacité de vivre ensemble.

Toutes les démarches qui visent cet objectif, aussi variées soient-elles, sont soutenues par l'Union européenne, comme une condition indispensable à l'émergence d'un espace de liberté et de paix en Europe.

1.1. Gommer la barrière de la langue en promouvant le bilinguisme français/allemand

Si pour les spectacles musicaux et chorégraphiques, le problème de la langue ne se pose pas, il constitue en revanche un frein réel pour le théâtre et le spectacle vivant de manière générale, voire pour les musées et expositions artistiques.

« Le fait de pouvoir communiquer est un préalable indispensable à toute forme de coopération par delà les frontières. C'est également l'unique moyen pour permettre aux citoyens de vivre et de créer une culture commune » stipule la stratégie commune pour la Région Métropolitaine Tri-nationale du Rhin Supérieur.

Les collectivités régionale et départementales alsaciennes se sont engagées avec le Rectorat dans une convention portant sur la politique régionale des langues vivantes dans le système éducatif en Alsace prenant appui sur un apprentissage précoce de la langue régionale. En effet, en dépit de l'histoire et de traditions communes à l'espace rhénan, force est de constater que la maîtrise de l'allemand faiblit considérablement du côté français, de même que la pratique de l'alsacien qui permettait de communiquer assez aisément dans la vie courante avec les Allemands et les Suisses.

Hormis une minorité francophile, l'apprentissage du français reste également trop limité et en retrait depuis quelques années chez nos voisins, notamment depuis l'arrêt de l'obligation d'apprendre le français en 1^{ère} langue. Dans les réunions des instances transfrontalières, l'allemand a d'ailleurs progressivement pris le pas sur le français. En réalité, de plus en plus de conversations, dans le cadre professionnel ou touristique, se déroulent désormais en anglais.

- Dans son avis rendu le 3 septembre dernier sur le multilinguisme, le CESER-Alsace appelle par diverses mesures à renforcer les compétences linguistiques dès le plus jeune âge et tout au long de la vie, en insistant sur l'allemand et l'anglais, tout en laissant une place aux autres langues. Il souhaite en particulier que toutes les actions renforçant l'appétence des jeunes pour l'allemand soient poursuivies et développées.
- La réciprocité des échanges devrait également permettre une promotion plus active du français en Allemagne et en Suisse alémanique. Pour ce faire, le CESER-Alsace suggère de mobiliser notamment les financements de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse. Enfin, les actions de promotion menées par l'Office des Langues et Cultures Alsaciennes (OLCA) méritent d'être poursuivies.

1.2. Favoriser les échanges et rencontres interculturels dès l'enfance

Les traditions d'échanges scolaires franco-allemandes pourraient servir de base pour aller plus loin dans les rencontres entre jeunes habitants du Rhin supérieur, dès l'école primaire.

- Le CESER-Alsace propose d'organiser dans les lycées et collèges, un concours du projet franco-allemand, d'abord en Alsace puis l'essaimer en Allemagne et en Suisse. Il suggère également d'étudier l'intérêt d'intégrer un prix spécial dans le cadre du mois de l'Autre.

Le lancement d'une pépinière de mini-entreprises transfrontalières¹¹ serait une façon de rapprocher les jeunes dans une perspective socioprofessionnelle. Le Fonds d'initiatives lycéennes et apprenties pourrait être mobilisé à cet effet.

- Le CESER-Alsace croit en la pertinence de créer une carte culture active dans les trois pays et qui permettrait de réduire le coût des entrées pour les jeunes publics. Elle remplacerait les cartes existantes.
- La mise en place de systèmes de navettes de transport pour les jeunes est cruciale pour accroître leur mobilité.
- La chaîne de télévision franco-allemande ARTE basée à Strasbourg constitue une chance qu'il convient d'utiliser dès que possible pour rapprocher les populations, notamment française et allemande. De nombreux programmes y sont disponibles en version bilingue et traitent de la culture ou de l'histoire des deux pays.

Force est de constater le décalage grandissant entre la culture traditionnelle ou classique et les centres d'intérêt des moins de 30 ans.

- Le CESER-Alsace propose de mener une réflexion pour répondre davantage aux attentes des jeunes générations à travers les nouvelles formes de culture (hip hop, musiques électroniques, arts numériques...). Il est effectivement nécessaire de créer des ponts entre les jeunes français, allemands et suisses sur la base d'éléments culturels qui rassemblent cette génération au-delà des frontières.
- Afin de promouvoir les cultures jeunes et de diffuser les œuvres de troupes émergentes, il serait intéressant de créer un centre de ressources de musiques actuelles transfrontalier.

Les Eurodistricts, zones de coopération très intégrées ayant pour objectif de gommer l'effet frontière, fournissent un cadre de coopération que la société civile peut investir pour mener des projets favorisant le vivre ensemble.

- Pour le CESER-Alsace, les différentes autorités locales doivent mettre à profit les quatre Eurodistricts existants pour associer et rapprocher les citoyens de manière quotidienne et naturelle, en particulier par la culture et les loisirs.

Il existe effectivement des rencontres spontanées entre individus ou collectifs qu'il s'agira de faire vivre et d'encourager, à l'exemple des rencontres mensuelles sur la passerelle Mim Ram, sur le Rhin, entre Strasbourg et Kehl.

- Le Jardin des Deux Rives est une initiative unique qui se prête particulièrement aux événements transfrontaliers tout en permettant aux habitants de se rencontrer de manière quotidienne. Par ses aménagements et les projets artistiques et ludiques qui peuvent y être installés de manière temporaire, il constitue de fait une vitrine quotidienne de la coopération franco-allemande et mérite d'être exploité au maximum dans ce sens.

¹¹ Une Mini-entreprise ou Jeune entreprise est une entreprise créée et gérée par des jeunes de 14 à 25 ans durant une année scolaire. Le but des mini-entreprises est d'initier ces jeunes à la vie économique et au monde de l'entreprise en leur faisant réaliser l'ensemble des tâches. Ce programme est développé dans le monde entier.

Les employeurs publics et privés, les comités d'entreprises, les inter-CE et les amicales contribuent à la promotion des activités culturelles.

- Le CESER-Alsace encourage ces structures à participer au développement des projets transfrontaliers.

2. Faciliter l'accessibilité des lieux et des événements culturels

Si l'effet frontière n'apparaît pas particulièrement clivant, le maillage de transports axé le long du Rhin et non transversal génère un effet distance qui freine les velléités de participation des publics.

Une solution pourrait consister à accroître la mobilité des œuvres et des artistes afin de faire connaître les productions des pays voisins aux publics empêchés ou réticents à se déplacer. Ils seraient alors peut-être plus enclins, à l'avenir, à traverser le Rhin pour assister à un spectacle ou une exposition.

2.1. Organiser l'accès en transports en commun

La problématique de l'accès aux lieux culturels nécessite que chacun des partenaires, s'il veut attirer la clientèle voisine, réponde à ses besoins soit en facilitant l'accès en voiture, soit en organisant un système de transport public.

- En effet, est regrettée l'absence récurrente de parking aux abords des institutions culturelles en France, alors même que les publics allemands et suisses y sont habitués et l'apprécient.

Plusieurs institutions alsaciennes, à l'instar du théâtre du Maillon de Strasbourg et des Dominicains de Guebwiller proposent une offre incluant spectacle et bus pour un tarif très attractif.

- La billetterie étant légèrement moins chère en France, le CESER-Alsace encourage à développer, pour le prix d'un spectacle en Allemagne ou en Suisse, des offres « package » incluant l'entrée et le transport collectif.

2.2. Rapprocher les acteurs et les œuvres culturels des publics

S'il existe des difficultés de mobilité des artistes et des œuvres ou créations (voir I) c'est évidemment encore plus vrai pour les publics, qui sont soumis à des contraintes financières, géographiques, horaires... En effet, il ne semble pas exister de public transfrontalier par essence mais plutôt une minorité dans chaque pays qui s'intéresse à la culture de son voisin, puis des curieux ou des passionnés à la recherche de nouveautés artistiques. Les acteurs culturels soulignent à ce titre la difficulté récurrente d'attirer de nouveaux publics par delà les habitués ou abonnés.

Par ailleurs, la coopération culturelle transfrontalière est aussi rendue plus complexe en termes d'échanges de publics, du fait de la géographie en trois pôles et des périphéries, qui limite les actions possibles au vue de la disparité du poids culturel des villes. Ainsi, Bâle, Karlsruhe et Strasbourg dominent les villes alentour.

- Pour le CESER-Alsace, tout ce qui contribuera à rapprocher les œuvres et spectacles des publics est à encourager. En effet, certains ne se déplaceront pas ou très difficilement, en tout cas pas sans une connaissance minimale préalable. Faire venir des événements allemands ou suisses en France ou inversement, c'est donc contribuer à les faire connaître et donner envie d'en savoir plus, et pourquoi pas, un jour, passer la frontière pour ce faire !
- Dans cet esprit, favoriser les résidences d'artistes étrangers permettrait également de renforcer leurs liens avec les publics, ce qui pourra alors stimuler leur intérêt pour la culture de l'Autre.
- Enfin, le développement de davantage de coproductions, soutenus financièrement par la Conférence du Rhin Supérieur afin de minimiser les surcoûts induits, permettra certainement de faire circuler naturellement des œuvres dans les trois pays, d'enrayer un certain nombre de freins administratifs et matériels et d'enrichir l'offre culturelle proposée.

3. Mieux faire connaître l'offre culturelle transfrontalière

La communication sur les actions culturelles est souvent insuffisante, hormis pour les personnes qui s'intéressent d'elles-mêmes à ce type d'événements et savent de fait où chercher les informations. Si ces dernières sont présentes, il leur manque une structure ou un cadre fédérateur.

Dans un premier temps, il est nécessaire de mieux communiquer sur les diverses actions existantes dans les trois pays. Puis dans un second temps, la mutualisation de toutes les informations utiles dans un cadre attractif de promotion des initiatives culturelles constituerait une véritable valeur ajoutée.

3.1. Mieux communiquer sur les actualités culturelles transfrontalières

La majorité des Allemands et Suisses qui viennent voir des spectacles en France sont francophones, a minima francophiles. Il apparaît bien plus complexe d'attirer ceux qui ne s'intéressent pas a priori à la culture française.

L'émergence d'événements comme la semaine franco-allemande au Festspielhaus de Karlsruhe ou le festival européen Premières fondé par le TNS qui se tiendra à compter de 2013 une année sur deux au Badisches Staatstheater de Karlsruhe, participe à créer un réflexe franco-allemand auprès des publics, ici dans le domaine des arts dramatiques mais ceci est extensible à toute autre discipline.

- Le CESER-Alsace recommande de faire connaître les événements transfrontaliers sur internet, à la télévision et la presse locale (à l'image de ce qui est fait par les DNA ou France 3 Alsace) et dans des lieux comme les mairies ou les maisons de services publics. L'idée d'une web radio centrée sur les activités culturelles transfrontalières mériterait également d'être creusée, notamment pour mobiliser les publics jeunes.
- Pour mieux faire connaître les événements, il est utile, voire nécessaire, d'adapter le mode de communication aux habitudes nationales et régionales : par exemple, de passer par les sites de billetteries nationaux sur internet, à l'instar du site allemand Reservix basé à Fribourg (n°2 de la vente de billets en Allemagne).

- Le CESER-Alsace propose de mettre à disposition des publics un véritable agenda culturel transfrontalier. A ce titre, il soutient le projet de portail internet Szenik, une plateforme interactive au service des arts vivants du Rhin supérieur¹², conduit par l'association « Europe, culture et citoyenneté ». Il est d'ores et déjà prévu de faire des liens avec les autres sites culturels comme celui du Pass'musées ainsi que de nouer des partenariats avec les presses régionales des trois pays. Enfin, un espace dédié aux professionnels serait géré par l'ACA.
- Pour le CESER-Alsace, cette initiative pourrait préfigurer de la création, sous le pilotage de la gouvernance culturelle transfrontalière, d'un portail internet qui intégrerait tous les projets culturels menés dans le Rhin supérieur. Y compris à l'échelle des petites communes, il permettrait de centraliser les informations et de mieux promouvoir la diversité de l'offre culturelle, au bénéfice des habitants de l'espace mais aussi des touristes qui pourront alors optimiser leur passage dans la région. Enfin, si elle doit servir avant tout aux publics, la mise en place de l'agenda culturel transfrontalier, en accroissant la visibilité des projets culturels organisés dans l'espace du Rhin supérieur, devrait permettre aux opérateurs culturels de se positionner en complémentarité et de faire émerger des idées nouvelles en vue de monter des projets communs.
- Il faudrait créer a minima un lien avec le site tourisme-alsace et ses équivalents badois et bâlois et autant que faire se peut, promouvoir les actualités culturelles des trois régions directement sur les sites touristiques. Des tours Bade/Suisse/Alsace pourraient enfin permettre aux touristes de mieux découvrir l'identité rhénane dans toute sa richesse et sa diversité. Le CESER-Alsace encourage les actions menées par le Comité régional du tourisme alsacien dans ce sens.
- Enfin, les initiatives (inter)culturelles doivent être activement promues au sein des établissements d'enseignement scolaires, professionnels et universitaires afin de toucher la population jeune la plus large possible. Le CESER-Alsace renvoie à ce titre aux préconisations qu'il avait formulées dans son avis sur les jeunes et la culture en 2009.

3.2. Créer une vitrine de la coopération culturelle via un grand évènement

Si les goûts culturels ne sont pas identiques de part et d'autre du Rhin, les tentatives de montrer des formes nouvelles à des publics peu avertis, se montrent couronnées de succès. Ainsi, une façon d'attirer du public et des financements pourrait être la festivalisation.

Cependant, il ne semble pas que l'action transfrontalière dans le domaine culturel soit uniquement centrée sur ce type de réalisations, bien qu'il présente de nombreux avantages. En effet, la proximité des frontières et l'histoire commune, même si elle devient plus évanescence pour les jeunes générations, ont constitué de tout temps un terreau fertile pour des initiatives transfrontalières, notamment franco-allemandes.

¹² SZENIK est un nouveau media Internet culturel et un portail de référence (<http://www.szenik.eu>) dédié aux arts du spectacle vivant de la région du Rhin supérieur. Le montant total du budget est de 954 454 euros. Ce projet qui bénéficie de financements européens INTERREG IV a pour objectif de rendre visible la richesse et la qualité de l'offre culturelle et de la création artistique. Plus qu'une simple base de données ou un calendrier des évènements, il s'agira de proposer des contenus interactifs en version bilingue pour devenir à terme une vitrine transnationale du spectacle vivant.

- Le CESER-Alsace estime donc nécessaire de commencer par consolider les initiatives existantes et qui fonctionnent : elles sont notamment menées par le Théâtre du Maillon, le Théâtre National de Strasbourg, le Musée Fernet Branca de Saint-Louis, le relais culturel de Wissembourg, les Dominicains de Guebwiller...pour ne citer qu'elles. Les développer et les faire connaître pourrait permettre d'élargir les partenariats existants mais aussi de donner envie à d'autres structures de se lancer.

Dans un deuxième temps, la création d'un grand événement tri-national commun permettrait d'assurer une visibilité plus large, de promouvoir la coopération transfrontalière et de consolider la vocation européenne et internationale de Strasbourg.

- Cet événement emblématique ferait de la coopération transfrontalière culturelle un grand rendez-vous annuel populaire. Organisé chaque année dans un des trois pays, il pourrait se décliner de manière pluridisciplinaire, éventuellement avec un thème différent à chaque édition. Il devra proposer un projet original à même de susciter les curiosités et d'attirer les publics, d'en conquérir de nouveaux, en particulier chez les jeunes.
- Dans le cadre du pilier « société civile » de la Région Métropolitaine Tri-nationale et faisant suite à son avis de 2010, le CESER-Alsace est prêt à s'associer à la réflexion autour d'un grand événement interculturel, associant les citoyens, qui pourrait promouvoir les traditions de brassages et d'humanisme, mobiliser la nombreuse communauté internationale présente et renforcer la connaissance entre les peuples.

Conclusion

La coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur marque les prémices d'une action sans limite de frontière. L'ensemble des acteurs - les structures artistiques comme administratives et politiques - tentent de trouver leur place à une échelle nouvelle pour tous. Le pari pour l'avenir est donc de réussir à travailler ensemble, par delà les méthodes et les intérêts qui peuvent temporairement, ou plus structurellement, diverger.

Pour ce faire, il est nécessaire qu'en France, en Allemagne et en Suisse, les décideurs institutionnels comprennent mieux le fonctionnement des structures artistiques afin de prendre en compte les difficultés qu'elles rencontrent, à plus forte raison quand elles s'engagent dans des projets transfrontaliers. En retour, ces dernières doivent se conformer à des conditions de financement souvent plus exigeantes et des procédures plus complexes qu'au niveau national, ce qui ne facilite pas le montage de ce type de projets, surtout qu'elles ont encore du mal à se connaître et à trouver des partenaires de part et d'autre du Rhin.

Si une homogénéisation des systèmes serait souhaitable, elle a évidemment peu de chance d'aboutir, d'où la nécessité de mettre en place des « passeurs de culture » en la personne de médiateurs qui seraient désignés dans chaque pays pour démêler les écheveaux administratifs et ainsi faciliter la mise en place de projets transfrontaliers.

Puisque les projets se montent et s'orchestrent sur le terrain, le CESER-Alsace est donc convaincu que toutes les initiatives visant la rencontre, la formation, la mutualisation, la simplification des dispositifs et l'assistance technique sont à démultiplier pour faciliter les démarches de ceux qui s'y investissent.

Toutes les actions sont d'autant plus les bienvenues qu'elles permettront également de stimuler l'appétence des publics pour des produits certes nouveaux mais qui doivent leur ressembler ou du moins éveiller leur intérêt. Aussi le travail de long cours qui sera mené auprès des habitants des trois pays afin de les amener à mieux se connaître constitue-t-il le cadre de fond nécessaire à la normalisation de la coopération et à son inscription naturelle dans les paysages nationaux et leur vie quotidienne.

Quant à la question de la langue, si elle reste problématique, elle ne doit pas voir son importance exagérée au regard de toutes les possibilités qui sont ouvertes par la société d'aujourd'hui, d'autant plus que de nombreux champs culturels se passent de mots.

Au-delà du symbole, la diffusion d'un véritable agenda culturel transfrontalier accessible en temps réel mais surtout la création d'un festival annuel tri-national achèveront de marquer les esprits du commun dans le sens souhaité. En effet, la culture constitue une passerelle pour développer et intensifier les coopérations dans d'autres domaines.

Pour le CESER-Alsace, une gouvernance tri-nationale reconfigurée constitue une des clés pour transcender les difficultés inhérentes aux échanges transfrontaliers, si tant est qu'elle sous-tende un engagement fondamental, à la fois politique et financier de l'ensemble des parties en faveur de la coopération culturelle.

La participation souhaitable de mécènes et autres partenaires privés s'organisera d'autant mieux que les acteurs publics seront au diapason et suivront une ligne claire. Les acteurs culturels en tireront eux-mêmes un grand bénéfice. L'expérience de nos voisins pourra même servir à développer davantage les partenariats culturels publics-privés en Alsace.

Faire mieux avec autant, ouvrir de nouvelles perspectives artistiques, jeter des ponts entre des mondes qui perdent à s'ignorer, tisser des liens entre les peuples, tels sont les

principaux avantages à tirer d'une coopération culturelle redynamisée dans un espace qui, véritable creuset de populations et de cultures, s'est trouvé, de tout temps, au cœur des innovations économiques et sociales.

VERSION ALLEMANDE

Stellungnahme

.....

Dynamisierung der
Zusammenarbeit im
Kulturbereich im
Oberrheingebiet

2. Oktober 2012

Einleitung

Mit einer Fläche von 21 518 km², 6 Millionen Einwohnern - davon 2,8 Millionen Erwerbstätigen - und einem BIP von rund 202 Milliarden Euro verfügt das Oberrheingebiet über eine Vielzahl bedeutender Vorteile und stellt sich als dynamischer Wirtschaftsraum dar. Es ist zudem ein Raum mit eng verknüpften sprachlichen, historischen und kulturellen Traditionen. Mit einer Vielzahl von Grenzgänger-Bewegungen und täglichen Begegnungen der Bewohner hat sich das Oberrheingebiet zudem zu einem Kooperationsraum entwickelt.

Allerdings zeigt sich, dass grenzübergreifende Zusammenarbeit deshalb noch lange keine Selbstverständlichkeit ist, insbesondere nicht im Bereich Kultur. In den Erklärungen zur Gründung der vorhandenen Einrichtungen für grenzübergreifende Zusammenarbeit¹³ wird nur in seltenen Fällen auf den Austausch im kulturellen Bereich Bezug genommen, sondern diesbezüglich wird zumeist lediglich darauf verwiesen, dass die Kultur der Entstehung von Projekten im anderen Bereichen vorausgeht, als da wären Wirtschaftsentwicklung, Verkehr, Raumordnung usw.

Auf beiden Seiten des Rheins entstanden Partnerschaften, in zahlreichen Bereichen ist jedoch die Dynamik von Konkurrenz geprägt, dies trifft auf wirtschaftliche Interessen zu (Flughäfen, Unternehmensstandorte, Industriegebiete), aber auch auf den Kulturbereich (Museen, Opern, Konzerte, Ballet, Zirkus...).

Das Oberrheingebiet ist zwischenzeitlich im Vergleich mit anderen Räumen im Kulturbereich ein wenig ins Hintertreffen geraten, in denen Engagement und Mittel aufgebracht wurden, um von der EU angeregt attraktive und innovative Projekte ins Leben zu rufen. Eines der besten Beispiele hierfür ist vielleicht die Tatsache, dass Strasbourg die Ernennung zur Europäischen Kulturhauptstadt nicht geschafft hat, obwohl es vielleicht möglich gewesen wäre, ein anspruchsvolleres Projekt auf die Beine zu stellen, das sich deutlicher von den anderen Bewerbungen abgehoben hätte, wenn man auf die grenzübergreifende Karte gesetzt hätte.

Dessen ungeachtet stehen zahlreiche Fragen im Raum, was Sinn und Zweck der grenzübergreifenden Zusammenarbeit im kulturellen Bereich angeht. Ist sie vielleicht Ausdruck eines von Idealismus geleiteten Wunschenkens oder steht tatsächlich vorhandenes Potenzial für den Austausch dahinter, das bisher aufgrund nationaler Unterschiede nicht ausgeschöpft wurde? Besteht der Wunsch, im Rahmen einer Zusammenarbeit Kosten zu senken, die Qualität des Kulturangebots zu verbessern, indem Ressourcen gegenseitig zur Verfügung gestellt und aus der Vielfalt der nationalen Traditionen Kapital geschlagen wird, mehr Zuschauer und Besucher zu gewinnen, die Völkerverständigung zu fördern, die Kultur des Oberrheingebiets aufzuwerten, den gemeinsamen Lebensraum am Oberrhein zu entwickeln und auf internationaler Ebene attraktiver werden zu lassen?

Je nachdem ob man die Frage vom Standpunkt der Auftraggeber, der Veranstalter oder der Zuschauer betrachtet wird, fallen die Antworten unterschiedlich aus. Auch in den drei Ländern am Oberrhein werden diese Fragen unterschiedlich beantwortet, dies ist selbst bei Handlungsträgern auf gleicher Ebene zu beobachten, entsprechend unterschiedlich ausgeprägt ist auch das Interesse an der Gestaltung grenzübergreifender Projekte.

Aufgrund dieser Feststellungen bemühen sich die im CESER-Alsace zusammengeschlossenen Vertreter beruflicher und sozialer Gruppen, um Lösungsvorschläge, gerade auch angesichts des Eindrucks, dass neu gegründete Strukturen wie zum Beispiel

¹³ Zum Beispiel heißt es in der Strategie für die Trinationale Metropolregion Oberrhein, dass "das gemeinsame historische, kulturelle und sprachliche Erbe Grundlage für das Wiederaufleben einer gemeinsamen Identität ist. Daher stellt sich die Kultur als eine der zentralen Triebkräfte der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit dar."

die Eurodistrikte und die Trinationale Metropolregion Oberrhein wohl auch nicht geeignet sind, angesichts immer knapperer öffentlicher Förderungen und rückläufiger Kenntnisse der Sprache des Nachbarn den Trend langfristig umzukehren.

Die Überlegungen des CESER-Alsace wurden zunächst auf die Unterstützung der Handlungsträger im Kulturbereich ausgerichtet, um so der Entstehung grenzübergreifender Projekte Vorschub zu leisten. Im zweiten Schritt wurde dann die Frage aufgeworfen, welche Maßnahmen zu ergreifen sind, um den Erwartungen des französischen, deutschen und Schweizer Publikums zu entsprechen und allgemein Zuschauer und Besucher für eine lebendige Kultur im Oberrheingebiet zu gewinnen.

I. Unterstützung und Betreuung der Handlungsträger, um eine Dynamik für die Schaffung gemeinsamer Projekte auszulösen

Nach Auffassung der UNESCO gilt, dass *"Kultur als Gesamtheit der unverwechselbaren geistigen, materiellen, intellektuellen und emotionalen Eigenschaften angesehen werden sollte, die eine Gesellschaft oder eine soziale Gruppe kennzeichnen, und dass sie über Kunst und Literatur hinaus auch Lebensformen, Formen des Zusammenlebens, Wertesysteme, Traditionen und Überzeugungen umfasst."*

So ist auch die Zusammenarbeit in diesem Bereich im weitesten Sinne von nationalen kulturellen Unterschieden geprägt, insbesondere auch hinsichtlich der Beziehungen zwischen Veranstaltern, für die in Bezug auf Art, finanzielle Mittel, Handlungsfähigkeit und Governance sehr unterschiedliche Voraussetzungen gelten.

In der Nachfolge der historischen, politischen und administrativen Traditionen, die die drei Länder am Oberrhein geprägt haben¹⁴, ergeben sich für Frankreich, Deutschland und die Schweiz unterschiedliche Systeme für den Kulturbetrieb.

- Allgegenwart der öffentlichen Hand in Frankreich mit starker Beteiligung des Staats insbesondere in finanzieller Hinsicht und Schwierigkeiten bei der Einbindung privater Investoren;
- lokale Initiativen in Deutschland, die weitgehend aus kleinen Einheiten hervorgehen (Vereine, Kirchen, usw.), die in Selbstverwaltung arbeiten und kaum Zuschüsse aus Bundesmitteln bekommen, sowie erhebliche Investitionen von Unternehmerseite (Burda, Würth, auch am französischen Sitz in Erstein, usw.);
- ein recht ausgewogenes System in der Schweiz dank der Finanzierung aus Kantons- und Bundesmitteln (Stiftung pro-Helvetia) sowie eines sehr ausgeprägten Mäzenatentums (Stiftung Beyeler...), das es den Kultureinrichtungen ermöglicht, weitgehend autonom zu arbeiten.

Für die Veranstalter im Kulturbereich liegen der Zielsetzung, grenzübergreifende Projekte zu gestalten, unterschiedliche Aspekte zugrunde:

- künstlerisch durch die Möglichkeit, die eigenen Produktionen zu bereichern;
- finanziell dank potenzieller Senkung der Kosten durch gemeinsame Nutzung von Material, gemeinsame Beschaffung und geteilten Aufwand, aber auch durch zusätzliches Publikum aus dem Ausland (höhere Besucher-, Hörer-, Kundenzahlen...);
- politisch um auf institutionelle Anreize auf europäischer, einzelstaatlicher und lokaler Ebene zu reagieren.

¹⁴ Der größte Abstand liegt zwischen Deutschland mit einer ausgeprägten Ortsbindung der Handlungsträger im Kulturbereich (Landkreis, Musik- und Kulturvereine, Kirchen...), die auch sehr stark territorial verankert und relativ unabhängig sind, und Frankreich mit seiner sehr stark auf den Zentralstaat ausgerichteten Kulturpolitik, die in weiten Teilen (über die DRAC) staatlich finanziert wird, indem vom Staat Vereinbarungen mit den Gebietskörperschaften abgeschlossen werden, weshalb diese stärker an die nationalen politischen Entscheidungen gebunden sind. In der Schweiz liegt das Kulturverständnis auf halbem Weg zwischen dem deutschen und dem französischen Konzept, und beinhaltet Institutionen mit internationaler Reichweite vor allem in Basel, eine lebendige Lokalkultur und das auf drei Kulturen beruhende politische System, das auf Freiwilligkeit in einem flexiblen föderativen Rahmen basiert ("Schicksalsgemeinschaft!").

1. Förderung des gegenseitigen Kennenlernens der Handlungsträger im Kulturbereich

Aufgrund der drei unterschiedlichen politischen und administrativen Systeme und der Unkenntnis über den Geschmack der anderen in Kunst und Kultur ist es für Veranstalter im Kulturbereich oftmals schwierig herauszufinden, welche Ansprechpartner auf der anderen Seite der Grenze für ein gemeinsames Projekt in Frage kommen. Für die Akteure, Geldgeber und Auftraggeber stellt es sich über die reinen Sprachprobleme hinaus häufig schwierig dar, einander richtig zu verstehen.

Nach Auffassung des CESER-Alsace sollten Maßnahmen, die auf das gegenseitige Kennen und Anerkennen ausgerichtet sind, auf zwei Ebenen ansetzen, um wirksam zu sein:

- zwischen französischen, deutschen und Schweizer Handlungsträgern im Kulturbereich
- zwischen Verantwortungsträgern in Politik und Verwaltung und Handlungsträgern im Bereich Kultur allgemein.

Den Handlungsträgern im kulturellen Bereich und den politischen und administrativen Stellen fehlen häufig Kenntnisse von den Besonderheiten des administrativen Abläufe im Nachbarland, insbesondere im Kulturbereich.

1.1 Benennen von Vermittlern im Kulturbereich, um die Entstehung von Projekten zu fördern

Allgemein impliziert die Zusammenarbeit, dass ein gemeinsamer Wille zum Austausch und zu gemeinsamem Handeln vorhanden ist und gemeinsam investiert wird, was mit Blick auf die sehr unterschiedlichen Partner in den drei Ländern und die oftmals unterschiedlichen bzw. sogar konkurrierenden wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Interessen nicht immer gegeben ist. Einige Handlungsträger im Kulturbereich aus dem Elsass beklagen, dass es schwierig ist, deutsche oder Schweizer Partner für gemeinsame Projekte zu finden.

In den meisten Fällen ist im Kulturbereich die Zusammenarbeit mit den Nachbarn von jenseits der Grenze von Personen und Begegnungen abhängig. Sie ist meistens wirkungsvoller, wenn sie in der Nähe stattfindet und damit Bedarf vor Ort entsprochen wird, als wenn ein politischer Wille "von oben" dahinter steht.

Ist bzw. sind dann ein oder mehrere Partner gefunden, beginnt erst die konkrete Gestaltung des Projekts. Dies ist für die Künstler immer eine vielschichtige Aufgabe, die gegebenenfalls recht bald in einen Hindernislauf ausartet, wenn man sich mit Anträgen an drei Behörden mit unterschiedlichen Gepflogenheiten wenden muss.

- Seitens des CESER Alsace wird deshalb empfohlen, bei den in den jeweiligen Ländern zuständigen Behörden Ansprechpartner zu benennen, die als Vermittler tätig werden können, um die Projektträger zu betreuen. Auf elsässischer Ebene ist es notwendig, dass der Vermittler sowohl für die Gebietskörperschaften als auch für die staatlichen Behörden (DRAC) tätig wird. Die Vermittler werden gemeinsam ausgebildet und arbeiten vernetzt, sie stehen dann als bevorzugte Ansprechpartner für interkulturelle Fragen bereit und tragen zur Gestaltung der Projekte konkret dadurch bei, dass sie im weitesten Sinn bei den administrativen Vorgängen behilflich sind. Ein weiterer Beitrag besteht darin, dass sie durch ihren Einblick in das Kulturgesehen vor Ort Künstler miteinander in Verbindung bringen können.

- Mittelfristig könnte es nützlich sein, eine Fachstelle für die Gestaltung von grenzübergreifenden Projekten zu entwickeln, über die das Netzwerk der Vermittler grenzübergreifend koordiniert wird.

1.2 Angebot dauerhafter Rahmenbedingungen für Begegnungen von Handlungsträgern im Kulturbereich

Die Zeit, die notwendig ist, bis ein größeres, hochwertiges grenzübergreifendes Kulturprojekt ausgereift ist, wird allgemein mit drei Jahren angesetzt; dies stellt eine weitere, anspruchsvolle Vorgabe dar.

- Seitens des CESER-Alsace ist man von der Notwendigkeit überzeugt, dauerhafte Netzwerke für Austausch und Information zu entwickeln, damit im Kulturbereich grenzübergreifende Maßnahmen erfolgreich durchgeführt werden können. Es ist nicht ausreichend, wenn immer wieder punktuell einzelne kleine Projekte stattfinden, auch wenn diese insbesondere im unmittelbar grenznahen Bereich natürlich gern gesehen sind.

Für Veranstalter im Kulturbereich liegt es auf der Hand, dass der Wert der künstlerischen Projekte und das Publikumsinteresse Vorrang vor sonstigen Erwägungen haben, auch vor politischen Weisungen, die die Zusammenarbeit an sich als Zielsetzung vorgeben.

- Seitens des CESER-Alsace wird darauf hingewiesen, dass es wichtig ist, der Zusammenarbeit künstlerisch tragfähige Projekte zugrunde zu legen, und dass nicht versucht werden soll, eine künstliche Zusammenarbeit von oben zu verfügen, die den Erwartungen des Publikums nicht entspricht. Das Ziel der Veranstalter besteht vor allem darin, den Erwartungen des Stammpublikums zu entsprechen und ausgehend davon anhand neuer Initiativen neue Publikumskreise zu gewinnen.
Die Ausbildungsphasen bieten wesensgemäß Gelegenheit zu Begegnungen, die für den Austausch förderlich sind und gegebenenfalls innovative Initiativen entstehen lassen.
Trotz eines bedeutenden Angebots an Universitätsausbildungen im wissenschaftlichen, geisteswissenschaftlichen und juristischen Bereich gibt es in Frankreich keinen deutsch-französischen Ausbildungsgang im Kulturbereich.
- Der CESER-Alsace regt an, einen trinationalen Masterstudiengang für das Management von Projekten und Politiken im Kulturbereich einzurichten. Der Studiengang soll in Partnerschaft mit den Mitgliedsuniversitäten des EUCOR-Netzwerks eingerichtet werden und Module enthalten, die in Frankreich, in Deutschland und wenn möglich in der Schweiz angeboten werden. Für eine Kofinanzierung der Einrichtung dieses Ausbildungsgangs kommt das INTERREG V-Programm in Frage, das 2014 anlauft.
Bis dahin könnten schon einmal im Rahmen vorhandener Studiengänge als Erstausbildung aber auch als Fortbildungsmaßnahme für Beschäftigte im Kulturbereich Wahlfächer angeboten werden.
- Durch flexibel gestaltete Berufsausbildungsmodule könnte auch gezielt auf bestimmte konkrete Fragestellungen reagiert werden, die im Rahmen der Projektgestaltung auftreten. Hiermit könnte das Euroinstitut in Kehl beauftragt werden.

Als Mobilitätshindernisse für Künstler, Kunst und Aufführungen sind zu nennen: unterschiedliche Gagenbestimmungen in den verschiedenen Ländern, Fehlen eines

Äquivalents zum französischen Künstlerstatus "intermittent du spectacle", Praxis des Mietens privater Veranstaltungsräume in Deutschland, usw.

- Seitens des CESER-Alsace wird es für notwendig erachtet, alles zu fördern, was Handlungsträgern, die sich für ein grenzübergreifendes Projekt interessieren, ermöglicht, schnell einen oder mehrere Partner in dem bzw. den Nachbarländern zu finden; hier kommen in Frage:
 - befristete Künstleraufenthalte
 - Förderung von Partnerschaften mit gleichartigen Einrichtungen auf der anderen Rheinseite, gemeinsame Inszenierungen, usw.

2. Hilfe bei der Finanzierung grenzübergreifender Projekte

Die Verknappung öffentlicher Mittel wirkt sich negativ auf die Finanzierung von Projekten im Kulturbereich aus, da die öffentliche Hand sich auf ihre Kernzuständigkeit zurückzieht. Zudem ist Kultur ein Bereich, in dem häufig Querfinanzierungen vorkommen, wodurch zur Finanzierung der Projekte eine Vielzahl administrativer Vorgänge erforderlich ist. Diese Problemstellung ist in Frankreich stärker ausgeprägt, da dort im Gegensatz zu Deutschland oder der Schweiz private Finanzierungen im Kulturbereich nur selten vorkommen.

Wenn sich Maßnahmen im Kulturbereich schon auf lokaler Ebene schwierig gestalten, hat das zur Folge, dass grenzübergreifende Projekte, die mit Zusatzkosten und administrativen Anforderungen von teilweise großer Komplexität verbunden sind, in der Regel nicht vorrangig behandelt werden.

In diesem Zusammenhang ist die Beobachtung interessant, dass an Vorhaben, für die Finanzierungsanfragen an den Conseil régional d'Alsace gerichtet werden, mehrheitlich andere Länder¹⁵ als Deutschland und Frankreich beteiligt sind.

Dies ist insbesondere deshalb schade, weil im Kulturbereich vielleicht mehr als anderswo Zusammenarbeit vor allem dann gelingt, wenn sie vor Ort entsteht, wenn ihr der Wille zum Zusammenleben, zur Annäherung, zum besseren Kennenlernen zugrunde liegt und letztlich auch kleine Einrichtungen in Form von Verbänden und Vereinen beteiligt sind.

2.1 Unterstützung für Einrichtungen, die grenzübergreifende Projekte im Kulturbereich durchführen wollen

Die Sprachbarriere ist zwar ein Problem, zahlreiche Handlungsträger im Kulturbereich halten dieses jedoch für überwindbar, zumal zahlreiche Kunstbereiche (Musik, bildende Künste, Tanz, Zirkus usw....) ohne Worte auskommen.

Im Elsass werden in einigen Kultureinrichtungen¹⁶ die Aufführungen in Deutsch übertitelt, dies ist jedoch sehr aufwändig. Die Agence Culturelle d'Alsace (ACA) stellt Gerätschaften für die Übertitelung zur Verfügung, diese werden jedoch zu wenig genutzt.

Hierzu kommen die Kosten für die Übersetzung aller Informationsträger (Programme, Broschüren, Internetauftritt, usw.) zumindest teilweise ins Deutsche bzw. ins Englische.

¹⁵ Polen, China, Russland, Kanada, u.a.

¹⁶ z.B. Théâtre National de Strasbourg, les Dominicains, Théâtre du Maillon, Opéra du Rhin, u.a.

- Angesichts der bestehenden Defizite bei Hilfen zur Inszenierung dreisprachiger Aufführungen wird seitens des CESER-Alsace vorgeschlagen, dass die Gebietskörperschaften über die ACA zumindest einen Teil der Übersetzungskosten für Informationsmaterial, Aufführungen und visuelle Werke übernehmen. Seitens des CESER-Alsace werden auch grenzübergreifende Tourneen befürwortet und darauf hingewiesen, dass viele Vereine gerne derartige Projekte durchführen würden, hierfür aber Unterstützung benötigen, insbesondere finanzieller Art. Es gibt diesbezüglich bereits ein deutsch-französisches Forum, dessen Tätigkeit zu 50% auf den Kulturbereich ausgerichtet sind.
- Über Finanzierungshilfen hinaus ist es sinnvoll, indirekte Hilfen zur Gestaltung grenzübergreifender Projekte zu fördern bzw. ergänzend einzusetzen; hier sind zu nennen: Austausch von Material, Verleih, Koproduktionen usw. Es wäre im übrigen sinnvoll, über die Möglichkeiten des Verleihs von Ausrüstungen für die Übertitelung zu informieren, da hierfür im Gegensatz zum gewöhnlichen Übersetzen und Dolmetschen umfangreiche technische Mittel erforderlich sind.

Wie soll jedoch ohne gemeinsame Arbeitssprache eine Aufführung oder eine Ausstellung entstehen?

- Seitens des CESER-Alsace ist man deshalb der Auffassung, dass die Région Alsace im Rahmen ihrer Maßnahmen zur beruflichen Ausbildung von Handlungsträgern im Kulturbereich gezielten Deutschunterricht zur Fachterminologie in Kunst und Bühnenfach anbieten sollte. Diesbezüglich ist eine Annäherung an die deutschen und Schweizer Partner erforderlich, damit diese gleichartige Schulungen für Französisch anbieten.

2.2 Einrichtung eines trinationalen Fonds zur Finanzierung grenzübergreifender Projekte im Kulturbereich

Es hat sich gezeigt, dass im Elsass, in Rheinland-Pfalz, in Baden-Württemberg und in der Schweiz Finanzierungsmittel im Kulturbereich mehrheitlich für Projekte zur Förderung der lokalen Kultur bestimmt sind. In einigen Fällen ist allerdings auch ein grenzübergreifender Ansatz vorgegeben, von denen Folgende zu nennen sind:

- Bei der Oberrheinkonferenz steht ein gemeinsamer Kooperationsfonds zur Verfügung, aus dem Mittel für Projekte vergeben werden können, die von den Arbeitsgruppen und Expertenausschüssen der Oberrheinkonferenz empfohlen und betreut werden (maximal 30.000 Euro pro Projekt). Rein kulturbezogene Projekte wie der Theateraustausch im Oberrheingebiet können im Rahmen des Forums Kultur der Oberrheinkonferenz gefördert werden.
- Für rein deutsch-französische Projekte können bei der Stiftung Deutsch-Französische Verständigung (FEFA - Fondation d'Entente Franco-Allemande) Finanzierungsmittel beantragt werden;
- Bei der Schweizer Kulturstiftung Pro Helvetia ist ein Festival mit dem Titel "Dreiecksland" mit Design und Musik als Schwerpunkten in Vorbereitung. Im Rahmen eines Projektauftrags können zwanzig Initiativen finanziert werden;
- Beim Eurodistrict PAMINA steht ein Mikroprojektfonds für die Förderung vor allem bürgernaher Initiativen zur Verfügung.

Ansonsten liegen die Anforderungen bei allgemeinen Finanzierungsinstrumenten der grenzübergreifenden Zusammenarbeit wie den INTERREG-Programmen der EU (Oberrhein und PAMINA) in der Regel sehr hoch und eignen sich kaum für den Kulturbereich,

insbesondere aufgrund der Tatsache, dass hier Projekte mit einem Mindestumfang von 40.000 € gefördert werden.

Den INTERREG-Programmen kommt zwar (wie den Strukturfonds im allgemeinen) eine bedeutende Rolle für die Hebelwirkung zu, dennoch ist festzuhalten, dass sie von den Handlungsträgern im Kulturbereich nur in geringem Umfang nutzbar sind, ausgenommen große Einrichtungen, die sich in der Regel ohnehin schon auf eine solide Finanzierung stützen können.

- Seitens des CESER-Alsace wird die Einrichtung eines gemeinsamen Fonds befürwortet, in dem alle Finanzierungen aus den drei Ländern zusammengefasst sind.
- Selbstverständlich entstehen auch aufgrund rechtlicher und steuerlicher Unterschiede Probleme für den Kulturaustausch zwischen Frankreich, Deutschland und der Schweiz, wobei folgende zu nennen sind: steuerliche Abzüge, Umsatzsteuer, Sozialabgaben, Versicherungen, Arbeitsrecht, günstige Form der Stiftung in Deutschland, usw. Diesbezüglich sollten nach Auffassung des CESER-Alsace auf europäischer Ebene Überlegungen angestellt werden. Diese Überlegungen könnten auf Initiative der Europa-Abgeordneten aus dem Oberrheingebiet angeregt werden.

3. Verständnis für gesellschaftliche und kulturelle Unterschiede als Bereicherung

Im Zusammenhang mit der Zusammenarbeit im kulturellen Bereich im Oberrheingebiet stellen sich Fragen nach dem Geschmack und der Beurteilung des künstlerischen Werts in den drei Ländern.

In Deutschland sind Aktivitäten im Kulturbereich eher auf die Förderung von Tradition und Geschichte auf lokaler Ebene ausgerichtet und deshalb sehr publikumsnah.

Das französische Kulturverständnis unterscheidet sich hiervon, in Frankreich wird Kultur aus geschichtlichen Gründen von einer Elite gestaltet und diese Einstellung ist nach wie vor prägend für die französische Kulturpolitik, auch wenn seit den 80-er Jahren des vorigen Jahrhunderts mehrfach auf eine Demokratisierung hingewirkt wurde. Zur Arbeitsweise der großen französischen Kultureinrichtungen findet sich bei unseren Nachbarn auf der anderen Seite des Rheins keine Entsprechung.

Im Elsass ist die Lage allerdings recht kontrastreich und von einem deutlichen Unterschied zwischen der Stadt und den Dörfern gekennzeichnet, wobei in letzteren die deutschen Traditionen immer noch sehr stark präsent sind.

Die Schweizer fördern zum einen ihre lokale Identität und bemühen sich dabei gleichzeitig, die Zugehörigkeit zur Eidgenossenschaft (als Schicksalsgemeinschaft) zu festigen. Im übrigen sind international bekannte Kultureinrichtungen, insbesondere in Basel, nicht auf das Oberrheingebiet ausgerichtet; hierauf wird von Handlungsträgern im Kulturbereich, insbesondere aus dem Departement Haut-Rhin, kritisch hingewiesen.

Die Unterschiede können positiv gesehen und als Bereicherung und gegenseitige Ergänzung verstanden werden; hier ist anzusetzen, um sich aus dem Konkurrenzdenken zu lösen, das auch in zahlreichen anderen Bereichen zu beobachten ist; hierzu könnte man sich an den Städtepartnerschaften orientieren, die seit der Nachkriegszeit zwischen Gemeinden eingerichtet wurden.

Die Geschmäcker im Kulturbereich sind in der Tat unterschiedlich, zum anderen stellt sich jedoch die Frage, zu welchem Anteil künstlerische Entscheidungen, die auf der anderen Seite des Rheins getroffen werden, auf das Kulturvermarktungssystem zurückzuführen sind. Wenn die Einrichtungen vor allem vom Publikum abhängig sind, ist davon auszugehen, dass die Künstler im Hinblick darauf kaum ein großes Risiko eingehen. Im übrigen sind die grundlegenden strukturellen Unterschiede sicherlich auch für die Professionalität innerhalb der kulturellen Einrichtungen ausschlaggebend.

3.1 Zufriedenstellung des jeweiligen Geschmacks bei gleichzeitiger Erweiterung des Horizonts

Das Elsass ist weltoffen und bereit, Einflüsse von außen aufzunehmen, es ist selbst von einem Gemisch aus französischer und deutscher Kultur geprägt, das zudem von Zuwanderern aus Europa und auch von außerhalb Europas beeinflusst ist.

Um Publikum aus dem Nachbarland zu gewinnen, sollte man sich zunächst um Anpassung der Praktiken und Gewohnheiten bemühen, insbesondere in Bezug auf die Art und Weise, wie Bühnenaufführungen, Ausstellungen und Konzerte konzipiert werden. Es entsteht der Eindruck, dass unsere Nachbarn oftmals besser in der Lage sind, ihr Angebot an die Erwartungen eines Publikums unterschiedlicher Nationalitäten anzupassen.

- Aufgrund des für die Geschichte des Elsass prägenden französischen und deutschen Einflusses stehen die Elsässer sicherlich an der Schnittstelle zweier Formen von Kulturverständnis.

Seitens des CESER-Alsace wird es für notwendig erachtet, die Bemühungen um Anpassung der Projekte im Kulturbereich fortzusetzen, um dadurch beim deutschen und Schweizer Publikum Interesse zu wecken. Termin- und Zeitfragen (eher am früheren Abend oder an Wochenenden) sowie Fragen des Rahmens der Veranstaltung allgemein (Umtrunk) erweisen sich als relevant.

Es wird deshalb empfohlen, im Rahmen von Projekten, die den Bau oder die Renovierung von Veranstaltungsräumen zum Gegenstand haben, Bereiche für Geselligkeit vorzusehen, damit die Räume vor und nach den Veranstaltungen, Besichtigungen usw. mit Leben erfüllt sind; hiermit wird ein Beitrag dazu geleistet, dass die Zuschauer und Besucher einander kennenlernen, insbesondere bei interkulturellen Veranstaltungen.

Seitens des CESER-Alsace wird darauf hingewiesen, dass die Menschen langfristig - und damit letztlich von Kindesbeinen an - an eine Offenheit in der Wahrnehmung herangeführt werden müssen, damit grenzübergreifende Maßnahmen im Kulturbereich ihr Potenzial erfolgreich entfalten.

- Die Maßnahmen zur Sensibilisierung und Unterweisung in den Besonderheiten des Kulturlebens in Deutschland und Frankreich sowie in den gesellschaftlichen Gepflogenheiten unserer Nachbarn eröffnen ein verbessertes Verständnis und damit die Möglichkeit, ein Kulturangebot zu planen, das auf eine möglichst große Zielgruppe zugeschnitten ist. Ziel dieser Maßnahmen sollen sowohl Handlungsträger im Kulturbereich im Rahmen der Berufsausbildung und von Weiterbildungsmaßnahmen sein, aber auch weiter gefasst die Bürger des Oberrheingebiets vom Kindesalter an.

3.2 Annäherung von Kultur und Wirtschaft zugunsten lokaler Entwicklung

Ein erheblicher Unterschied im Kulturverständnis besteht darin, dass es in Frankreich nach wie vor schwer nachvollziehbar ist, dass Kultur und Wirtschaft sich mischen, während bei unseren Nachbarn Kultur ein "Konsumgut" ist wie andere auch, so dass kulturelle und kommerzielle Ansätze Hand in Hand gehen können. Dies stellt bei der Planung gemeinsamer Projekte durch französische, deutsche und Schweizer Kulturveranstalter gegebenenfalls ein Hemmnis dar.

- Seitens des CESER-Alsace wird vorgeschlagen, diese Frage auf ihren Realitätsgehalt zu prüfen und eine grenzübergreifende Regionalstudie zu den wirtschaftlichen Auswirkungen von Kultur (darstellende Kunst, Kulturerbe, usw.) zu erstellen.
- Es wäre der Kultur sicherlich förderlich, wenn in den politischen Leitlinien für die öffentliche Hand insbesondere auf der Ebene der französischen Regionen und Departements die wirtschaftliche Dimension der Kultur vollumfänglich anerkannt wird.

4. Verbesserung der Governance bei grenzübergreifenden Fragen im Kulturbereich

Nach den dramatischen Auseinandersetzungen im letzten Jahrhundert wurden verschiedene Einrichtungen ins Leben gerufen, die zunächst darauf ausgerichtet waren, der deutsch-französischen Zusammenarbeit ein institutionellen Rahmen zu verleihen, der dann im weiteren Verlauf auf die Schweiz ausgeweitet wurde. Die vorhandenen Einrichtungen sind jedoch in der Hauptsache allgemein ausgerichtet, sie verfügen über kein eigenes Budget und sind nicht in der Lage, konkrete Maßnahmen an der Basis durchzuführen.

Folgende Einrichtungen sind hier zu nennen: die Deutsch-Französisch-Schweizerische Oberrheinkonferenz¹⁷ (insbesondere mit dem Forum Kultur), die Dreiländerkongresse¹⁸, der Oberrheinrat¹⁹, die Regio Trirhena²⁰, und aus jüngerer Zeit die Eurodistrikte²¹ und die

¹⁷ Museumspass, Theaterraustausch, grenzübergreifendes Schulbuch, TRISCHOLA (Schüler- und Lehreraustausch), Projekt Jugendfonds, Euregio-Zertifikat (Auslandspraktikum für Auszubildende, statistische Broschüre über das Oberrheingebiet, Raumordnerischer Orientierungsrahmen, Internetportal zur Luftqualität, Geographisches Informationssystem Oberrhein, grenzübergreifende Zusammenarbeit im Gesundheitsbereich, gegenseitige Katastrophenhilfe SEISMO 2012 und das deutsch-französische Feuerlöschboot sind nur einige Beispiele für Ergebnisse der Zusammenarbeit, die im Rahmen der deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinkonferenz entstanden sind, die 1975 ins Leben gerufen wurde und heute als bevorzugter Rahmen für die grenzübergreifende Zusammenarbeit etabliert ist. Ziel: Lösungsvorschläge zum Wohl der Bevölkerungen auf beiden Seiten des Rheins in den Bereichen Verkehr, Gesundheit, Erziehung und Bildung, Kultur, Sport, Umwelt und Klimaschutz, Jugend, Wirtschaft u.a.

¹⁸ Zielsetzung der **Dreiländerkongresse** ist es, ein allgemeines Thema zu vertiefen und dafür eine breit angelegte Beteiligung der Bürger sowie von Vertretern aus Wirtschaft, Verwaltung, Industrie- und Handelskammern und der Medien zu gewährleisten. Seit 1988 finden im Abstand von jeweils ca. zwei Jahren Dreiländerkongresse statt. Die Organisation übernimmt im Wechsel eines der drei Länder des Oberrheingebiets. An den Kongressen nehmen Partner aus den drei Ländern teil, die die Oberrheinkonferenz bilden. Die Dreiländerkongresse sind Impulsgeber für die Oberrheinkonferenz, die Ergebnisse der Kongresse fließen in die Überlegungen der Arbeitsgruppen und Expertenausschüsse der Oberrheinkonferenz ein.

¹⁹ Der **Oberrheinrat** wurde 1997 in Baden-Baden in Form einer Gründungsvereinbarung ins Leben gerufen. Die konstituierende Sitzung fand am 23. April 1998 im Europaparlament in Strasbourg statt. 71 gewählte Amtsträger aus dem Elsass, Baden, der Südpfalz und der Nordwestschweiz sind Mitglieder in diesem "trinationalen Parlament". Als wichtigste Zielsetzung hat sich der Oberrheinrat die Stärkung des Informationsaustauschs und des Dialogs zwischen den gewählten Amtsträgern zu Themenbereichen vorgegeben, die das Oberrheingebiet betreffen. Die verschiedenen Vorschläge, die in den Beschlüssen zum Ausdruck kommen, richten sich an die Regierungen der Einzelstaaten, an regionale Abgeordnetengremien und sonstige Stellen, die für die jeweilige Themenstellung zuständig sind. Der Oberrheinrat ist so Impulsgeber für die trinationale Zusammenarbeit im Oberrheingebiet.

²⁰ Die **Regio TriRhena** ist eine trinationale Plattform für politische Zusammenarbeit im südlichen Teil des Oberrheingebiets und umfasst vom Gebiet her die Großräume Colmar, Freiburg im Breisgau, Mulhouse, Lörrach und Basel. In der Regio TriRhena

Trinationale Metropolregion Oberrhein²² u.a., deren Vielzahl zur Folge hat, dass es für die Handlungsträger im Kulturbereich schwierig ist zu beurteilen, welche Aufgaben sie erfüllen und wofür sie eingesetzt werden können.

4.1 Optimierung der Arbeitsweise des Forums Kultur der Oberrheinkonferenz

Außer dem Forum Kultur gibt es keine Einrichtung, die auf grenzübergreifende Zusammenarbeit im Bereich Kultur ausgerichtet ist. Beim Forum Kultur handelt es sich um einen Ausschuss der Oberrheinkonferenz, dessen konkrete langfristige Fördermöglichkeiten für Handlungsträger im Kulturbereich, die langfristige Partnerschaften ins Leben rufen möchten, in Ermangelung eines eigenen Budgets und des als Troika gestalteten Vorsitzes begrenzt sind, sieht man von einigen konkreten Projekten wie dem Museumspass ab.

Im übrigen ist auch im Rahmen der vor kurzem eingerichteten Trinationalen Metropolregion Oberrhein, die als übergeordnete Governance-Instanz die Maßnahmen der verschiedenen vorhandenen Einrichtungen koordinieren soll, keine Antwort auf die Fragen der Zusammenarbeit im Kulturbereich zu erwarten.

Im übrigen ist interessant, dass die befragten Handlungsträger die Schaffung einer weiteren politischen Instanz nicht für sinnvoll halten. Dies würde in der Tat das Risiko beinhalten, dass die Begegnung der Akteure vor Ort noch schwieriger wird, und damit genau an dem Punkt, an dem künstlerische Ideen und Projekte mehrheitlich entstehen. Für viele ist die Zusammenarbeit im Kulturbereich vor allem eine Frage von Personen und Gelegenheiten, die zu ergreifen sind.

- In Anbetracht der Vielzahl der Rahmenbedingungen für die Zusammenarbeit ist es nach Auffassung des CESER-Alsace nicht notwendig, eine neue Einrichtung ins Leben zu rufen, sondern es sollten vielmehr die vorhandenen Einrichtungen, insbesondere das Forum Kultur der Oberrheinkonferenz, optimiert werden.
- Hierfür ist es möglicherweise sinnvoll, das System des als Troika besetzten dreijährigen Vorsitzes zu überdenken, das von einigen Handlungsträgern für zu kurz erachtet wird, wenn langfristig eine Zusammenarbeit entstehen soll.

sind Städte, Verbandsgemeinden und andere Gebietskörperschaften, aber auch Wirtschaftsverbände, Hochschulen und Vereine zusammengeschlossen. 1995 wurde auf Initiative der drei Verbände Regio Basiliens, Regio Haut-Rhin und RegioGesellschaft Schwarzwald-Oberrhein der Regio TriRhena-Rat ins Leben gerufen und 2003 in einen Verein nach deutschem Recht überführt.

²¹ Es gibt vier **Eurodistrikte**: Regio Pamina, Strasbourg-Ortenau und Freiburg/Mitte-Süd Alsace sowie den Trinationalen Eurodistrict Basel

²² Im Januar 2008 wurde anlässlich des 11. Dreiländerkongresses von den wichtigsten Vertretern aus Politik, Wirtschaft, Wissenschaft und der Universitäten des Oberrheingebiets eine Gemeinsame Erklärung unterzeichnet, deren Gegenstand die Schaffung einer Trinationalen Metropolregion im Oberrheingebiet zur Nutzung verstärkter Synergien und Partnerschaften war. Zwei Jahre nach der Erklärung wurde die **Trinationale Metropolregion Oberrhein** ins Leben gerufen. Am 9. Dezember 2010 wurde dann im Rahmen eines Festakts in Offenburg die Gründungserklärung für die TMR Oberrhein von Vertretern aus Politik, Wirtschaft, Wissenschaft und aus der Zivilgesellschaft unterzeichnet. Zudem sagten die deutsche Bundesregierung, die Schweizer Bundesregierung und die französische Staatsregierung mit Unterzeichnung der Offenburger Erklärung ihre Unterstützung für die TMO zu. In Fortführung der vom 11. Dreiländerkongress lancierten Initiative wurde von den Vertretern eine Entwicklungsstrategie erarbeitet. Diese dient als "Roadmap" auf dem Weg zur Erreichung der gemeinsamen Zielsetzungen der Metropolregion.

4.2 Festlegung präziser Zielsetzungen für die grenzübergreifende Zusammenarbeit im Kulturbereich

Es zeigt sich, dass bei den Trägern von Projekten im Kulturbereich, bei denen es sich häufig um Einrichtungen auf lokaler Ebene handelt, nur ungenaue Vorstellungen davon vorhanden sind, was im Bereich der grenzübergreifenden Kulturpolitik geplant ist.

Unzureichend vorhandene Budgets und das Fehlen genauer Kriterien, die zu erfüllen sind, um die vorhandenen in Anspruch zu nehmen, stehen der Entwicklung einer langfristigen Politik entgegen, durch die eine Hebelwirkung erzielt werden könnte, die dann eine Vielzahl von Initiativen nach sich zieht.

- Seitens des CESER-Alsace wird es für notwendig erachtet, auf politischer Ebene ein Programm zu beschließen und damit eine Road-Map vorzugeben, auf die sich die Behörden verständigen. Ohne politisches Engagement wird bei der Zusammenarbeit im Kulturbereich ein deutlicher und nachhaltiger Fortschritt nicht möglich sein. Das Programm wäre an alle Handlungsträger im Kulturbereich auszugeben und könnte dann als Rahmen für die Vergabe öffentlicher Mittel dienen, zudem könnten dadurch dort, wo es möglich ist, ergänzend private Mittel mobilisiert werden.
- Durch dieser Willensbekundung werden - nach Ergänzung durch präzise Kriterien für die Finanzierung von grenzübergreifend ausgerichteten Projekten im Kulturbereich - vorhandene Finanzierungsmöglichkeiten für Kulturveranstalter sichtbar gemacht und damit im zweiten Zug die vergebenen Mittel einer zielgenauen Verwendung zugeführt.
- So bietet das Oberrheingebiet Raum für Erprobungen, an denen sich alle beteiligen können, durch die Öffnung lässt sich eine effiziente Betreuung der Projekte gewährleisten, um dann aus Erfolg und Misserfolg die richtigen Schlüsse zu ziehen. Im Übrigen könnten anhand einer vollständigen Studie zum Zielpublikum neue Perspektiven für die Zusammenarbeit im Kulturbereich entwickelt werden.

II. Verbesserte Erfüllung der Erwartungen des Publikums aus den drei Ländern, um Interesse zu wecken

Das Vorhandensein von Förderungen für die grenzübergreifende Zusammenarbeit und für Handlungsträger im Kulturbereich alleine kann allerdings die Frage nicht klären, wie eine euro-regionale Kulturlandschaft gestaltet werden kann. Stellvertretend dafür steht das Problem der Zweisprachigkeit, mit dem immer wieder Schwierigkeiten und Misserfolge begründet werden, obwohl die Handlungsträger im Kulturbereich mit Publikumsverkehr nicht unbedingt der Auffassung sind, dass die Sprache tatsächlich ein derart unüberwindliches Hindernis darstellt.

Für das Publikum, das die Kulturveranstaltungen besucht, hängt grenzübergreifende Zusammenarbeit im Kulturbereich zwar einerseits davon ab, was geboten wird, relevant ist aber vor allem, inwiefern diese Zuschauer und Besucher Gelegenheit bekommen, die Kultur des bzw. der Nachbarn besser kennen zu lernen und damit von einem reichhaltigeren und neuartigen Kulturangebot zu profitieren, das durch die gemeinsame Nutzung von Ressourcen, die künstlerischen Begegnung oder geteilten Aufwand und geteilte Kosten weiter entwickelt wird bzw. eine Bereicherung erfährt.

Die Zusammenarbeit im Kulturbereich soll dazu dienen, zum einen das Kulturangebot am Oberrhein auszuweiten - im Sinne gegenseitiger Ergänzung und nicht von Konkurrenz -, und zum anderen eigenständige Projekte zu gestalten, die darauf ausgerichtet sind, die Bevölkerungen einander näher zu bringen.

Um bei möglichst vielen den "Sinn" für den Oberrhein zu wecken, durch den die Zusammenarbeit dann zur Selbstverständlichkeit würde, ist zwischen allgemeinen Maßnahmen, die bereits im frühen Kindesalter ansetzen und insbesondere durch Fremdsprachenunterricht, interkulturelle Kommunikation und interkulturellen Austausch auf Erweiterung der Wahrnehmung für andere Kulturen ausgerichtet sind, einerseits und solchen Maßnahmen zu unterscheiden, die sich unmittelbar auf Projekte im Kulturbereich beziehen, die auf der einen Seite einem französischsprachigen und auf der anderen Seite einem deutschsprachigen Publikum zugänglich gemacht werden sollen.

1. Ansätze beim Publikum vom Kindesalter an

Die Wahrnehmung auf Anderes und auf die Unterschiede zu erweitern und so den Boden für den interkulturellen Austausch bereiten, ist eine langfristiger Ansatz, der so früh wie möglich einsetzen sollte, damit er so selbstverständlich wie möglich wird. Dies geht über den Fremdspracherwerb - hier speziell der deutschen Sprache - hinaus und umfasst weitgehendere Kenntnisse über kulturelle und gesellschaftliche Gepflogenheiten im Nachbarland bis zum Willen und der Fähigkeit zum Zusammenleben.

Alle Ansätze, die auf dieses Ziel ausgerichtet sind, ungeachtet ihrer Unterschiedlichkeit, werden von der EU als unabdingbare Voraussetzung für die Entstehung eines europäischen Raums angesehen, in dem Frieden und Freiheit herrschen.

1.1 Überwindung der Sprachbarriere durch Förderung der Zweisprachigkeit in Französisch und Deutsch

Bei Musik- und Tanzaufführungen stellt sich das Sprachproblem nicht, für das Theater und die darstellende Kunst im allgemeinen ist hier jedoch ein Problem vorhanden, dasselbe gilt für Museen und Kunstaustellungen.

"Kommunikation zwischen den Menschen ist eine grundlegende Voraussetzung für jede grenzüberschreitende Kooperationsform. Nur so können die Bürger eine gemeinsame Kultur erleben und schaffen" lautet eine Forderung der gemeinsamen Strategie für die Trinationale Metropolregion Oberrhein.

Im Elsass haben die Gebietskörperschaften auf der Ebene der Region und der Departements zusammen mit der Schulaufsichtsbehörde Rectorat eine Vereinbarung über die regionale Politik für lebende Sprachen im Bildungssystem des Elsass geschlossen, in der festgelegt ist, dass die Regionalsprache bereits zu einem frühen Zeitpunkt erlernt werden soll. Trotz der gemeinsamen Geschichte und der gemeinsamen Traditionen im Oberrheingebiet ist festzustellen, dass auf französischer Seite die Deutschkenntnisse rückläufig sind, dasselbe gilt für das Elsässische, dass es ermöglichen würde, im Alltag problemlos mit Deutschen und Schweizern zu kommunizieren.

Mit Ausnahme einer frankreichfreundlichen Minderheit wird auch bei unseren Nachbarn seit einigen Jahre zu wenig und zunehmend weniger Französisch gelernt, zumal seit Französisch als erste Fremdsprache nicht mehr Pflicht ist. Bei Treffen der grenzübergreifenden Stellen wird übrigens zunehmend vor allem Deutsch und immer weniger Französisch gesprochen. In der Praxis wird die Kommunikation in Beruf und Fremdenverkehr immer stärker auf Englisch abgewickelt.

- In der Stellungnahme des CESER-Alsace vom 3. September 2012 über die Mehrsprachigkeit sind verschiedene Maßnahmen aufgeführt, anhand derer die Sprachkenntnisse vom Kindesalter an und auch im gesamten Verlauf des Lebens verbessert werden sollen, wobei der Schwerpunkt vor allem auf Deutsch und Englisch liegt, aber auch anderen Sprachen ein Stellenwert zugemessen wird. Hierbei sollen vor allem Maßnahmen aller Art weitergeführt und entwickelt werden, durch die junge Menschen für die Deutsch begeistert werden.
- Im Rahmen des gegenseitigen Austauschs sollte auch Französisch in Deutschland und in der deutschsprachigen Schweiz aktiv gefördert werden. Hierzu schlägt der CESER-Alsace vor, insbesondere Zuschüsse vom Deutsch-Französischen Jugendwerks in Anspruch zu nehmen. Sinnvoll ist zuletzt auch die Weiterführung der Fördermaßnahmen des Office des Langues et Cultures Alsaciennes (OLCA).

1.2 Förderung interkultureller Begegnungen von Kindheit an

Der gut eingeführte deutsch-französische Schüleraustausch könnte als Grundlage dafür dienen, die Begegnungen zwischen jungen Bewohnern des Oberrheingebiets von der Grundschule an weiter auszubauen.

- Seitens des CESER-Alsace wird vorgeschlagen, in den Gymnasien und Oberschulen einen Wettbewerb für deutsch-französische Projekte zu organisieren, zunächst im Elsass und dann ausgeweitet auf Deutschland und die Schweiz. Weiterhin wird vorgeschlagen zu prüfen, inwiefern es sinnvoll ist, im Rahmen des "mois de l'Autre" einen Sonderpreis zu vergeben.
Der Start eines Existenzgründerzentrums für grenzübergreifende Mini-Unternehmen²³ wäre eine Form, in der sich Jugendliche auf einem Übungsfeld begegnen könnten, das Gesellschaft und Beruf mit einbezieht. Hierfür könnten Anfragen an den Fonds d'initiatives lycéennes et apprentis gerichtet werden.
- Seitens des CESER-Alsace ist man überzeugt, dass es sinnvoll ist eine Berechtigungskarte für die Teilnahme am kulturellen Leben in den drei Ländern zu schaffen, durch die junge Zuschauer und Besucher vergünstigte Eintrittspreise bei Veranstaltungen bekommen. Bisherige Ermäßigungskarten würden dadurch abgelöst.
- Die Einrichtung von Zubringerdiensten ist für die Jugendlichen wichtig, um ihre Mobilität zu erhöhen.

²³ Ein Mini-Unternehmen oder Schülerunternehmen ist eine Firma, die von Jugendlichen von 14 bis 25 Jahren während eines Schuljahrs gegründet und geführt wird. Zweck der Miniunternehmen ist es, die Jugendlichen ins Wirtschaftsleben und die Unternehmenswelt einzuführen, indem ihnen sämtliche Aufgaben übertragen werden. Das Programm wird überall in der Welt entwickelt.

- Der deutsch-französische Fernsehsender ARTE mit Sitz in Straßburg ist eine Chance, die so bald wie möglich genutzt werden sollte, um die Bevölkerungen einander näher zu bringen, insbesondere Franzosen und Deutsche. Dort sind zahlreiche Sendungen in französischer und deutscher Sprache verfügbar, in denen es um Kultur und Geschichte beider Länder geht.

Es hat sich gezeigt, dass zwischen traditioneller bzw. klassischer Kultur und den Interessenschwerpunkten der Bürger unter 30 Jahren eine zunehmende Diskrepanz auftritt.

- Seitens des CESER-Alsace wird vorgeschlagen, Überlegungen dazu anzustellen, wie man den Erwartungen der jungen Generation mithilfe neuer Formen der Kultur (Hiphop, elektronische Musik, digitale Kunst usw.) entgegenkommen kann. Es ist sinnvoll und notwendig, zwischen jungen Franzosen, Deutschen und Schweizern anhand von Kulturelementen Brücken zu schlagen, die diese Generation über die Grenzen hinaus einen.
- Um junge Kulturen zu fördern und Produktionen neu gegründeter Künstlergruppen bekannt zu machen, wäre z.B. die Schaffung eines grenzübergreifenden Zentrums für aktuelle Musik sinnvoll.

Die Eurodistrikte verfolgen als eng verbundene Kooperationsräume das Ziel, Grenzhindernisse abzubauen und einen Rahmen für die Zusammenarbeit vorzugeben, in dem die Zivilgesellschaft Projekte durchführen kann, durch die das Zusammenleben gefördert wird.

- Seitens des CESER-Alsace ist man der Auffassung, dass die verschiedenen lokalen Behörden die vier vorhandenen Eurodistrikte nutzen sollten, um die Bürger im Alltag und auf natürliche Weise miteinander in Kontakt und zusammen zu bringen, insbesondere über Kultur und Freizeit.

Es gibt in der Tat spontane Begegnungen zwischen Individuen und Gruppen, die mit Leben erfüllt und ermutigt werden sollten, so zum Beispiel die monatlichen Treffen auf der Mimram-Brücke über den Rhein zwischen Strasbourg und Kehl.

- Der Garten der Zwei Ufer ist eine einzigartige Initiative, die sich gerade für grenzübergreifende Veranstaltungen anbietet und gleichzeitig den Bürgern Gelegenheit gibt, sich im Alltag zu begegnen. Durch die Anlage und die künstlerischen und erlebnispädagogischen Projekte, die dort vorübergehend eingerichtet werden können, wird die deutsch-französische Zusammenarbeit im Alltag sichtbar gemacht, und es ist sinnvoll, ihn in diesem Sinne optimal zu nutzen.

Öffentliche und private Arbeitgeber, Betriebsräte, Betriebsratsverbände und Vereine tragen zur Förderung von Aktivitäten im Kulturbereich bei.

- Seitens des CESER-Alsace werden diese Einrichtungen dazu aufgefordert, sich an der Entwicklung der grenzübergreifender Projekte zu beteiligen.

2. Verbesserung der Erreichbarkeit von Veranstaltungsorten und Veranstaltungen im Kulturbereich

Die Landesgrenzen an sich sind eigentlich kein besonders großes Hindernis, die Verkehrsverbindungen allerdings, die am Rhein entlang und nicht als Querverbindungen angelegt sind, schaffen eine Distanz, die das Publikum durchaus davon abhalten kann, Veranstaltungen auf der anderen Rheinseite zu besuchen.

Eine Lösung könnte darin bestehen, die Mobilität der Werke und der Künstler zu verbessern, um Produktionen aus dem Nachbarland einem Publikum zugänglich zu machen, das die Anfahrt nicht bewältigen kann oder sich nur ungern auf den Weg macht. Möglicherweise wäre dieser Personenkreis dann künftig eher geneigt, für eine Aufführung oder eine Ausstellung über den Rhein zu fahren.

2.1 Organisieren der Anfahrt mit öffentlichen Verkehrsmitteln

Im Zusammenhang mit dem Problem der Erreichbarkeit der Veranstaltungsorte ist es notwendig, dass die Partner, wenn sie Publikum aus dem Nachbarland erreichen möchten, sich jeweils im Einzelfall auf dessen Bedarf einstellen, sei es indem eine bessere Erreichbarkeit mit dem Auto gestaltet wird oder öffentliche Verkehrsmittel den Veranstaltungsort anfahren.

- Bedauerlicherweise stehen an französischen Veranstaltungsorten häufig keine ausreichenden Parkmöglichkeiten in der Nähe zur Verfügung, während deutsche und Schweizer Veranstaltungsbesucher hiermit selbstverständlich rechnen und das Angebot auch in Anspruch nehmen.

Verschiedene elsässische Veranstaltungsorte wie das Théâtre du Maillon in Strasbourg und Les Dominicains in Guebwiller bieten Eintritt und Busfahrt zu einem sehr günstigen Tarif.

- Die Eintrittspreise liegen in Frankreich etwas niedriger, deshalb wird seitens des CESER-Alsace vorgeschlagen, "Package"-Angebote für Veranstaltungen in Deutschland oder Frankreich zu entwickeln, die Eintritt und Anfahrt mit öffentlichen Verkehrsmitteln beinhalten.

2.2 Annäherung von Handlungsträgern und Werken im Kulturbereich an das Publikum

In Bezug auf die Künstler und die Werke stellt sich die Mobilität bereits problematisch dar (siehe Abschnitt I), dies trifft noch mehr auf Gäste und Zuschauer zu, für die finanziell, räumlich oder in Bezug auf die Zeit Einschränkungen gelten. Ein grenzübergreifendes Publikum an sich gibt es wohl nicht, es handelt sich dabei eher um eine Minderheit in jedem Land, die sich für die Kultur des Nachbarn interessiert, zusätzlich gibt es noch Neugierige oder entdeckungsfreudige Kulturfreunde auf der Suche nach künstlerischen Neuheiten. Die Handlungsträger im Kulturbereich verweisen in diesem Zusammenhang nachdrücklich darauf, wie schwierig es ist, über die Stammgäste und die Abonnementsinhaber hinaus neue Besucher bzw. Zuschauer zu gewinnen.

Zudem wird die grenzübergreifende Zusammenarbeit im Kulturbereich in Bezug auf den Austausch von Publikum dadurch erschwert, dass aus geographischen Gründen drei Zentren und dazwischen Randgebiete vorhanden sind, was für mögliche Aktionen mit

Blick auf die Verschiedenheit des kulturellen Gewichts der Städte eine Einschränkung bedeutet. Basel, Karlsruhe und Strasbourg nehmen gegenüber den Städte im Umkreis eine Vorrangstellung ein.

- Seitens des CESER-Alsace ist man der Auffassung, dass alles, wodurch Werke und Aufführungen dem Publik näher gebracht werden, zu fördern ist. Oftmals machen sich Bürger gar nicht oder nur sehr ungern auf den Weg, auf jeden Fall nicht, solange nicht ein Mindestmaß an Vorinformation vorhanden ist. Deutsche oder Schweizer Veranstaltungen nach Frankreich zu bringen und umgekehrt, stellt also einen Beitrag dazu dar, sie bekannt zu machen und bei den Bürgern Neugier zu wecken, so dass sie vielleicht eines Tages auch selbst die Fahrt über die Grenze antreten.
- Auch Aufenthalte ausländischer Künstler würden in diesem Sinne wirksam werden, indem die Beziehung zum Publikum gefestigt wird, wodurch wiederum beim Publikum Interesse für die Kultur der "Andern" geweckt werden könnte.
- Schließlich kann durch vermehrte Koproduktionen, für die zur Verringerung der dadurch entstehenden Mehrkosten eine finanzielle Förderung durch die Oberrheinkonferenz sinnvoll wäre, gewiss erreicht werden, dass Werke ganz selbstverständlich durch alle drei Ländern "touren", dass administrative und materielle Hürden gemindert und das Kulturangebot bereichert wird.

3. Bessere Bekanntmachung des grenzübergreifenden Kulturangebots

Die Öffentlichkeitsarbeit für das Kulturangebot ist häufig unzureichend, sofern sich nicht Einzelne von sich aus für entsprechende Veranstaltungen interessieren und ohnehin wissen, wo sie die Informationen finden. Diese sind zwar vorhanden, allerdings fehlt eine Einrichtung oder ein Rahmen, in dem sie zusammengeführt werden.

Zunächst muss über die verschiedenen Aktivitäten in den drei Ländern besser informiert werden. Im zweiten Schritt ließe sich durch gegenseitige Zurverfügungstellung aller interessanten Informationen in einem ansprechenden Rahmen ein erheblicher Mehrwert für die Öffentlichkeitsarbeit für Initiativen im Kulturbereich erzielen.

3.1 Bessere Öffentlichkeitsarbeit für aktuelle grenzübergreifende Kulturveranstaltungen

Die Mehrheit der Deutschen und Schweizer, die sich Aufführungen in Frankreich ansehen, sprechen und verstehen Französisch oder sind mindestens frankreichbegeistert. Wesentlich schwieriger ist es, Personenkreise anzusprechen, die sich nicht von vornherein für die französische Kultur interessieren.

Veranstaltungen wie die deutsch-französische Woche am Festspielhaus in Karlsruhe oder das vom Théâtre National de Strasbourg ins Leben gerufene europäische Premierenfestival, das ab 2013 jedes zweite Jahr im Badischen Staatstheater in Karlsruhe stattfindet, tragen dazu bei, beim Publikum den deutsch-französischen Kontext automatisch zu verankern, im vorliegenden Fall im Bereich der Schauspielkunst, dies ist jedoch auf alle anderen Kunstsparten übertragbar.

- Seitens des CESER-Alsace wird empfohlen, für grenzübergreifende Veranstaltungen über Internet, im Fernsehen und in der lokalen Presse (wie in den DNA oder auf France 3 Alsace der Fall) und an öffentlichen Stellen wie auf der Gemeindeverwaltung oder auf Ämtern zu werben. Es wäre auch sinnvoll, der Idee eines Webradio für Kulturaktivitäten nachzugehen, insbesondere um junges Publikum anzusprechen.
- Um Veranstaltungen besser bekannt zu machen ist es sinnvoll bzw. notwendig, die Form der Öffentlichkeitsarbeit an nationale und regionale Gepflogenheiten anzupassen: zum Beispiel über nationale Eintrittskartenverkaufsportale im Internet wie den Freiburger Internetanbieter Reservix in Deutschland (zweitgrößter Kartenanbieter in Deutschland).
- Seitens des CESER-Alsace wird vorgeschlagen, dem Publikum einen umfassenden grenzübergreifenden Kulturterminkalender zur Verfügung zu stellen. Diesbezüglich wird seitens des CESER-Alsace das Internet-Portal Szenik unterstützt, bei dem es sich um eine interaktive Plattform im Dienst der darstellenden Künste am Oberrhein²⁴ handelt, das vom Verein "Europe, culture et citoyenneté" betrieben wird.
Es ist geplant, Verbindungen zu anderen Internetportalen im Kulturbereich - wie den Museumspass - herzustellen und Partnerschaften mit der regionalen Presse in den drei Ländern einzugehen. Schließlich soll ein Bereich für das Fachpublikum eingerichtet werden, der von der ACA verwaltet wird.
- Seitens des CESER-Alsace ist man der Auffassung, diese Initiative könnte ein Vorläufer für ein Internetportal sein, das unter Federführung einer grenzübergreifenden Governance im Kulturbereich alle Projekte im Kulturbereich im Oberrheingebiet zusammenfasst. Bis auf die Ebene kleiner Gemeinden könnten so zugunsten der Bewohner des Oberrheingebiets, aber auch von Touristen als Bereicherung für ihren Aufenthalt am Oberrhein, Informationen zentral erfasst und die Vielfalt des Kulturangebots gefördert werden.
Die grenzübergreifende Kulturterminkalender richtet sich zwar zunächst vor allem an Zuschauer und Besucher; indem aufgezeigt wird, welche Kulturprojekte im Oberrheingebiet durchgeführt werden, es erhalten damit jedoch auch die Veranstalter Gelegenheit, sich ergänzend zu positionieren und im Hinblick auf die Gestaltung gemeinsamer Projekte neue Ideen zu entwickeln.
- Als Mindestanforderung ist ein Link zum Internetauftritt für den Fremdenverkehr im Elsass und dessen Entsprechungen in Baden und in Basel einzurichten, so weit möglich sind aktuelle Informationen über Veranstaltungen in den drei Regionen auch direkt auf den Internetauftritten für den Fremdenverkehr bekannt zu machen.
Rundfahrten in Baden/Schweiz/Elsass wären zudem geeignet, den Touristen das Oberrheingebiet mit seiner reichhaltigen und vielfältigen Identität nahe zu bringen. Seitens des CESER-Alsace werden diesbezügliche Maßnahmen des Comité régional du tourisme alsacien befürwortet.

²⁴ SZENIK ist ein neues Internetmedium im Kulturbereich und ein wichtiges Portal (<http://www.szenik.eu>) für darstellende Kunst im Oberrheingebiet. Das Gesamtbudget des Projekts beträgt 954 454 Euro. Es wird über das INTERREG IV-Programm aus EU-Mitteln gefördert und ist darauf ausgerichtet, die Vielfalt und die Qualität des Kulturangebots und künstlerischer Werke bekannt zu machen. Es handelt sich dabei nicht einfach um eine Datenbank oder einen Veranstaltungskalender, sondern es sollen Inhalte interaktiv zweisprachig vorgestellt werden, damit mittelfristig ein länderübergreifendes Schaufenster für darstellende Kunst entsteht.

- Schließlich müssen die (inter)kulturellen Initiativen an Schulen, Berufsbildungseinrichtungen und Hochschulen bekannt gemacht werden, um ein möglichst breites junges Publikum zu erreichen. Seitens des CESER-Alsace wird diesbezüglich auf die Empfehlungen verwiesen, die 2009 in der Stellungnahme zu Jugend und Kultur ausgesprochen wurden.

3.2 Darstellung der Zusammenarbeit im Kulturbereich über eine Großveranstaltung

Im Kulturbereich sind die Geschmäcker auf beiden Seiten des Rheins verschieden, deshalb sind Bemühungen erfolgreich, die darauf ausgerichtet sind, neue Formen der Kultur an ein weniger sachkundiges Publikum heranzutragen. Eine Möglichkeit, Zuschauer bzw. Zuhörer und Besucher zu gewinnen und Finanzierungen zu erschließen, könnte die Einrichtung eines Festivals sein.

Allerdings sollen grenzübergreifende Maßnahmen im Kulturbereich nicht nur auf diese Art von Veranstaltungen ausgerichtet sind, auch wenn dies zahlreiche Vorteile bietet. In der Nähe der Grenze zu leben, ist sicherlich für die jüngere Generationen nicht mehr besonders aufregend, die Grenznahe und die gemeinsame Geschichte stellen jedoch von jeher einen fruchtbaren Boden für grenzübergreifende Initiativen dar, insbesondere zwischen Deutschland und Frankreich.

- Seitens des CESER-Alsace wird es diesbezüglich für notwendig erachtet, zunächst erfolgreich funktionierende, vorhandene Initiativen zu festigen, wie sie insbesondere vom Théâtre du Maillon, dem Théâtre National de Strasbourg, dem Musée Fernet Branca in Saint-Louis, dem Relais culturel in Wissembourg und Les Dominicains in Guebwiller durchgeführt werden, um hier nur einige zu nennen. Diese weiter auszubauen und bekannt zu machen, führt gegebenenfalls dazu, dass vorhandene Partnerschaften ausgeweitet, aber auch anderen Einrichtungen dazu angeregt werden, entsprechende Initiativen ins Leben zu rufen.

Als zweiter Schritt wäre eine gemeinsame trinationale Großveranstaltung sinnvoll, um für bessere Bekanntheit zu sorgen, die grenzübergreifende Zusammenarbeit zu fördern und die europäische und internationale Dimension der Kultur in Straßburg zu festigen.

- Mithilfe einer solchen symbolträchtigen Veranstaltung könnte die grenzübergreifende Zusammenarbeit im Kulturbereich alljährlich Gegenstand eines beliebten jährlichen Treffens werden. Das Festival sollte jedes Jahr abwechselnd in einem der drei Länder stattfinden und könnte spartenübergreifend gestaltet werden, gegebenenfalls jeweils mit einem anderen Thema. Dabei sollte ein einzigartiges Projekt vorgeschlagen werden, das geeignet ist, die Menschen neugierig zu machen, neue Interessenten und insbesondere junge Menschen als Publikum zu gewinnen.
- Seitens des CESER-Alsace besteht Bereitschaft, sich - nach Maßgabe der Stellungnahme des CESER-Alsace aus dem Jahr 2010 - im Rahmen der Säule "Zivilgesellschaft" der Trinationalen Metropolregion Oberrhein an Überlegungen zu einer interkulturellen Großveranstaltung zu beteiligen, an der auch die Bürger beteiligt werden, bei der Traditionen aus dem Bereich der Völkervermischung und des Humanismus gefördert, die große internationale Gemeinschaft mobilisiert und das Kennenlernen gestärkt werden könnte.

Ergebnis

Die grenzübergreifende Zusammenarbeit im Oberrheingebiet ist als Prämisse vorgegeben, um ohne Grenzhindernisse zu handeln. Sämtliche Handlungsträger - sowohl künstlerische Einrichtungen als auch politische Stellen und Behörden - bemühen sich, ihren Platz in einem für alle neuen Kontext zu finden. Für die Zukunft kommt es also darauf an, erfolgreich zusammen zu arbeiten, und dabei über Methoden und Interessen hinaus zu gehen, die vorübergehend oder auch strukturell bedingt unterschiedlich sind.

Hierfür ist es notwendig, dass die institutionellen Entscheidungsträger in Frankreich, Deutschland und der Schweiz die Arbeitsweise von Strukturen im Kunstbereich besser verstehen, damit sie mit den Schwierigkeiten umgehen können, die sich ihnen stellen, insbesondere wenn sie sich bei grenzübergreifenden Projekten engagieren. Bei grenzübergreifenden Projekten ist es häufig erforderlich, anspruchsvollere Voraussetzungen für Finanzierungsbeihilfen zu erfüllen und komplexere Verfahren als auf nationaler Ebene zu bewältigen, was die Gestaltung derartiger Projekte nicht einfacher macht, vor allem in Anbetracht der Tatsache, dass eine grundlegende Schwierigkeit darin besteht, über den Rhein hinweg einander kennen zu lernen und Partner zu finden.

Eine Abstimmung der Systeme wäre zwar wünschenswert, hat jedoch wenig Aussicht auf Erfolg, so dass es notwendig ist, "Kultur-Fährleute" als Vermittler einzusetzen, die in den einzelnen Ländern benannt werden, um Klarheit in administrative Vorgänge zu bringen und so bei der Gestaltung grenzübergreifender Projekte behilflich zu sein.

Da Projekte im Kulturbereich oft vor Ort entstehen und organisiert werden, sind nach Überzeugung des CESER-Alsace alle Initiativen, die auf Begegnung, Ausbildung, Gegenseitigkeit, Vereinfachung von Einrichtungen und technische Hilfe ausgerichtet sind, nachdrücklich zu unterstützen, um es denen, die sich grenzübergreifend engagieren, leichter zu machen.

Maßnahmen aller Art sind insbesondere dann willkommen, wenn sie auch die Möglichkeit bieten, das Publikum an Produkte heranzuführen, die zwar neuartig, aber publikumsnah sind und zumindest auf Interesse stoßen. Der langfristige Ansatz beim Herangehen an die Bewohner der drei Länder, durch den sie ermutigt werden sollen, einander besser kennen zu lernen, bildet den notwendigen Hintergrund für die Normalisierung der Zusammenarbeit und deren selbstverständliche Einbindung in die nationale Kulturlandschaft und den Alltag.

Die Sprachbarriere ist zwar in der Tat ein Problembereich, dem jedoch in Bezug auf die Möglichkeiten, die heute zur Verfügung stehen, keine übertriebene Bedeutung beigemessen werden sollte, zumal in zahlreichen Kulturbereichen keine Worte notwendig sind.

Über den symbolischen Wert hinaus sind ein überzeugender grenzübergreifender Kultur-Terminkalender in Echtzeit, vor allem aber auch ein jährliches trinationales Festival geeignet, die Wahrnehmung für das Gemeinsame in die gewünschte Richtung zu lenken. Es trifft zu, dass die Kultur als Brücke zur Entwicklung und Intensivierung der Zusammenarbeit in anderen Bereichen dient.

Nach Auffassung des CESER-Alsace kommt einer neu gestalteten trinationalen Governance bei der Bewältigung der Schwierigkeiten im grenzübergreifenden Austausch im Kulturbereich eine Schlüsselfunktion zu, sofern ihr sowohl auf politischer als auch auf finanzieller Ebene ein grundlegendes Engagement aller Beteiligten für die Zusammenarbeit im Kulturbereich zugrunde liegt.

Die wünschenswerte Einbindung von Mäzenen und anderen privaten Partnern lässt sich umso leichter bewerkstelligen, wenn die öffentlichen Handlungsträger auf gemeinsame

Vorgaben eingestimmt sind und eine klare Linie verfolgen. Dies kommt auch den Handlungsträgern im Kulturbereich selbst zugute. Die Erfahrung unserer Nachbarn kann gegebenenfalls sogar dazu führen, dass im Elsass mehr öffentlich-private Partnerschaften im Kulturbereich entstehen.

Mehr aus dem machen, was da ist, neue künstlerische Perspektiven eröffnen, Brücken zwischen Welten schlagen, die wenig voneinander wissen, Verbindungen zwischen den Völkern schaffen, diese Vorteile entstehen für eine mit neuen Impulsen ausgestattete Zusammenarbeit im Kulturbereich in einem Raum, von dem als Schmelztiegel von Bevölkerungen und Kulturen von jeher Neuerungen in Wirtschaft und Gesellschaft ausgegangen sind.

Remerciements

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Alsace tient à remercier pour leur disponibilité, leur contribution et leur partage d'expériences l'ensemble des personnes qui ont participé à ses travaux.

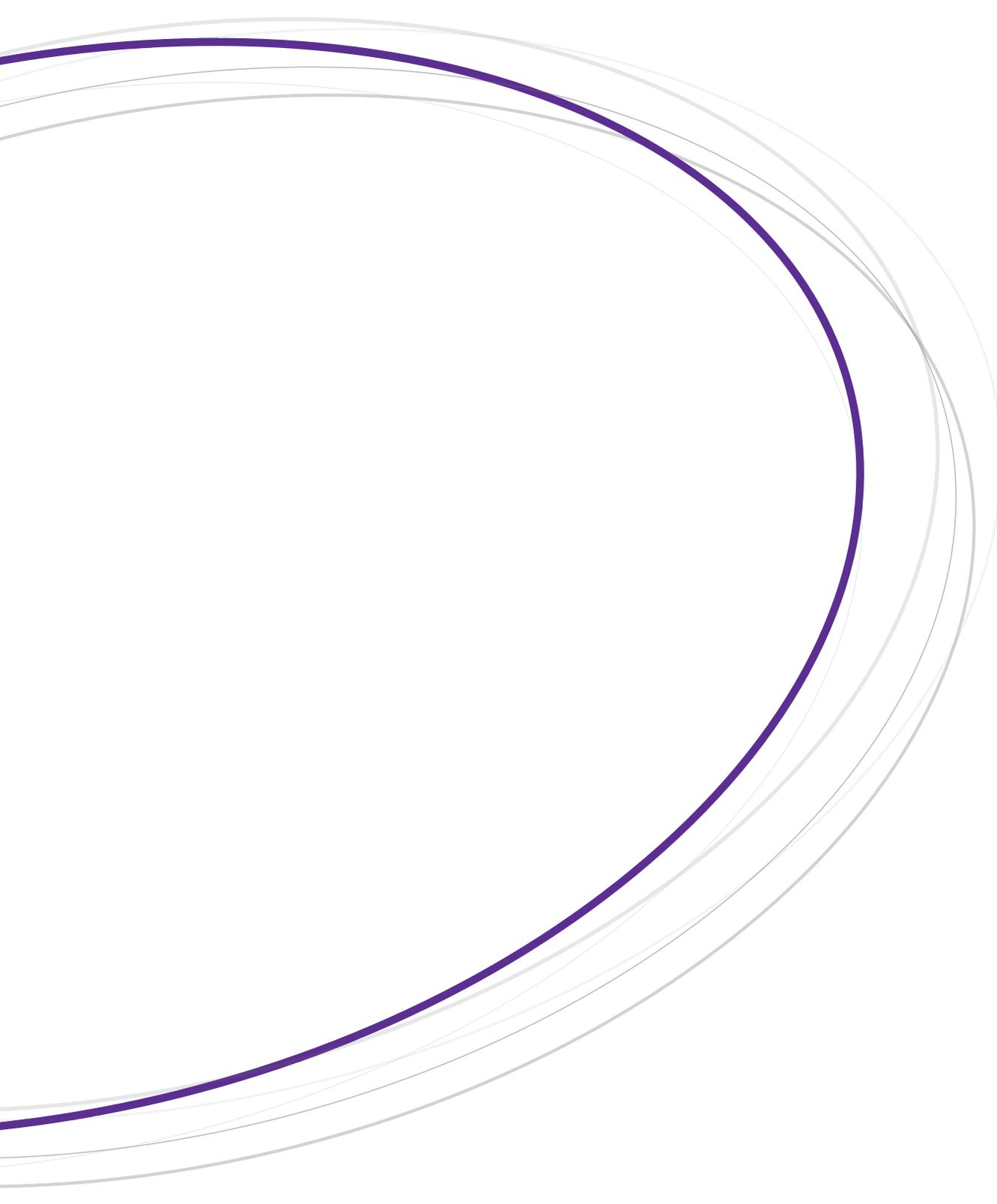
Par ordre alphabétique :

Patrice BARRET	Administrateur du TNS
Joachim BECK	Directeur de l'Euro-Institut à KEHL
Philippe DOLFUS	Directeur des Dominicains de Haute-Alsace
Marc DONDEY	Directeur du Projet « Entreprise Créative » à la CUS
Francis GELIN	Directeur Général de l'Agence Culturelle Alsace
Marc HAEFFLER	Consommateurs de Culture Transfrontalière
Thomas KOEHLER	Chef du Pôle du programme INTERREG de la Région ALSACE
Marc LEVY	Directeur de l'ADT 67
Denis LOUCHE	Ancien directeur régional des affaires culturelles
Philippe OLIVIER	Conseiller technique pour la culture et l'enseignement supérieur au Cabinet du Maire de la ville de Strasbourg et du Président de la CUS
Marc MACKOWIAK	Secrétaire français du Forum de la Culture de la Conférence du Rhin Supérieur
Gilles MEYER	Directeur de l'Association Pass Musées
Daniel REIBEL	Président du Musée Fernet Branca
Anne ROSSKOST	Regio BASILIENSIS
Marie-Aude SCHALLER	Directrice du Relais Culturel de WISSEMBOURG
Bertrand SCHMERBER	Consommateurs de Culture Transfrontalière
Roger SIFFERT	Directeur artistique et administratif du théâtre de la Choucrouterie à STRASBOURG
Martha SCHWARZE	Responsable de la culture, de la formation et de la jeunesse à la Regio BASILIENSIS
Claude STURNI	Ancien Président de la Commission Culture de la Région Alsace
Jean UEBERSCHLAG	Ancien Député du Haut- Rhin et Président de la Fondation Fernet Branca
Klaus WENGER,	Ancien Directeur d'ARTE Allemagne et Président de l'Association/Fondation « Europe Culture et Citoyenneté »

Contact

Conseil économique, social et environnemental régional d'Alsace – Tél. : 03 88 15 68 00 – ceser@region-alsace.eu

Téléchargez toutes nos productions sur notre site internet : <http://www.ceser-alsace.eu>



CÉSER  **Alsace**
Conseil Économique, Social et Environnemental Régional

Maison de la Région, 1 place Adrien Zeller
BP 91 006 - 67000 Strasbourg
Tél. 03 88 15 68 00 - Fax : 03 88 15 68 09
Mail : ceser@region-alsace.eu

www.ceser-alsace.eu